

KPB – archief Archives PCB
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF PB
DOOS 7
Nummer: 40
1.7.2

PB / BP 40

BP 40-1360-1865

PR / BP 40

Bureau d'étude 1960-1969

Ch. Jumeaux

60

LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE
DU GOUVERNEMENT.

Le document qui suit donne un relevé des principales mesures prises par les deux gouvernements P.S.C. qui se sont succédés depuis juin 1958, en faveur ou en défaveur des travailleurs.

Une simple comparaison mécanique ne permet évidemment pas d'apprécier correctement la politique gouvernementale.

Si le gouvernement Syskens, en octobre 1959, a décidé de réduire la taxe professionnelle, par exemple, c'est à la suite d'une longue pression ouvrière. Il faut, bien entendu, ne pas le perdre de vue.

D'autre part, il est des mesures, telles que la révision des barèmes des agents de l'Etat (janvier 1960) et le projet de loi sur les fermetures d'entreprises, que nous avons reprises parmi les mesures favorables aux travailleurs, parce qu'elle apportent quelque chose à ces derniers. Il est évident qu'ici encore, un facteur doit être considéré : c'est que les mesures en question ne réalisent que dans une faible mesure les revendications des travailleurs intéressés et sont généralement considérées par ces derniers comme très insuffisantes.

En outre, il est également clair que pour juger convenablement la politique économique et sociale des gouvernements P.S.C., il faut placer les grandes revendications sociales non satisfaites en regard des mesures qui ont été prises.

1. Mesures dont les travailleurs ont tiré un avantage.

- Pension de vieillesse de 36.000 F.

Nouveaux taux de pension à partir de septembre 1958 :

36.000 F. au lieu de 31.400 pour le ménage de 2 personnes

24.000 F. " " " 20.970 pour le célibataire

18.000 F. " " " 15.700 pour les veuves.

Cette loi a rapporté environ 1,3 milliard de francs aux pensionnés de vieillesse.

- Pension des mineurs de 46.800 F.

A la suite de l'augmentation de la pension de vieillesse, la pension des mineurs a été revue dans une proportion semblable (46.800 F. au lieu de 42.176 pour le ménage de 2 personnes).

Cette loi a rapporté environ 650 millions aux pensionnés et veuves de mineurs.

- Augmentation de l'allocation de chômage.

10 francs par jour pour les chômeurs et chômeuses chefs de ménage

6 francs pour les travailleurs adultes non chefs de ménage

5 francs pour les travailleurs de 18 à 20 ans

4 francs pour les travailleurs de moins de 18 ans.

En même temps, l'indemnité d'invalidité a été portée de 96 à 106 francs par jour.

En 1959, ces dispositions ont rapporté environ 450 millions aux chômeurs.

- Projet de réglementation en cas de fermeture d'entreprises.

Admis par la Chambre. Il institue pour une durée de 3 ans un "Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises". Indemnité de licenciement de : - 5.000 fr. pour les ouvriers ayant 5 à 10 ans d'ancienneté

- 10.000 fr. " " " " 10 à 20 " "

- 15.000 fr. " " " " 20 ans et plus.

Les entreprises visées sont celles occupant au moins 50 travailleurs au 30 juin de l'année précédente. Les commissions paritaires ont pour mission de déterminer comment l'information préalable de la fermeture doit être faite aux autorités, aux organismes intéressés et aux travailleurs.

- Réduction de la taxe professionnelle.

A la date du 1.1.1960, les barèmes de taxe professionnelle ont été modifiés. Le tableau suivant indique les diminutions appliquées dans les communes de première catégorie.

<u>Salaire</u> <u>hebdomadaire</u> <u>imposable</u>	<u>Taxes perçues</u>				
	0 (1)	1 (1)	2 (1)	3 (1)	4 (1)
1013 : avant le 1.1.1960	45	44	42	26	0
au 1.1.1960	40	38	36	16	0
1200 : avant le 1.1.1960	63	59	56	50	0
au 1.1.1960	56	53	51	45	0
1360 : avant le 1.1.1960	85	76	72	64	2
au 1.1.1960	78	70	66	59	1
1493 : avant le 1.1.1960	104	94	89	79	52
au 1.1.1960	98	89	84	75	46
1653 : avant le 1.1.1960	129	122	110	98	85
au 1.1.1960	124	118	106	94	82
1840 : avant le 1.1.1960	159	151	143	119	104
au 1.1.1960	155	148	140	116	102

(1) nombre de personnes à charge.

La diminution de la taxe s'amenuisant au fur et à mesure de la gradation des salaires, l'avantage obtenu tendra à diminuer au fil des années et des mois avec la hausse du coût de la vie et des salaires.

L'avantage obtenu par les ouvriers peut se chiffrer à plus ou moins 200 millions.

- Amélioration de la pension des invalides mineurs.

La nouvelle loi accorde la pension d'invalidité à tous les mineurs atteints de pneumoconiose pour autant qu'ils puissent prouver 5 années de travail à la mine.

C'est un pas vers la reconnaissance de la maladie du mineur comme maladie professionnelle.

Auparavant, les durées de travail suivantes au fond de la mine étaient requises :

10 ans	pour les ouvriers de moins de 40 ans
12 ans	" " " 40 à 44 ans
15 "	" " " 45 à 49 "
18 "	" " " 50 à 54 "
20 "	" " " de 55 ans et plus.

- Projet de salaire hebdomadaire garanti.

Ce projet non encore déposé à la Chambre, et susceptible encore de modifications, vise à accorder :

- le salaire entier pour les 7 premiers jours accident de travail (actuellement 80%)
- force de loi aux conventions collectives accordant congé avec salaire pour les événements familiaux ou civiques (après avis du C.M.T.)
- au cas où le chômage ne serait pas annoncé 7 jours auparavant, paiement du salaire pour les sept premiers jours de chômage économique
- pour les entreprises occupant au moins 10 ouvriers, pour les ~~XXXXXX~~ ouvriers ayant 6 mois au moins d'ancienneté, et pour les maladies de 14 jours au moins, paiement des absences pour maladies à raison de 80 % du salaire (actuellement 60 % de salaire forfaitaire). Remarque importante : l'employeur pourra faire examiner le malade par un médecin.

- Le statut syndical des agents communaux.

Le projet de statut est admis par le Sénat mais non encore par la Chambre. Il tend principalement à accorder la reconnaissance syndicale aux agents communaux.

- La révision des barèmes des agents de l'Etat.

La décision prise par le Conseil des ministres du 15.1.1960 ne concerne que les agents des ministères. La révision porte le minimum de 46.000 fr. à 48.000 francs à 100 %, soit 55.200 fr. à 115 %. L'augmentation qui serait accordée en plusieurs fois (première phase au plus tard au 31.12.1960) varierait de 2.000 fr. à 150.000 (pour le secrétaire général).

- L'allocation compensatoire pour les ouvriers frontaliers occupés en France.

A la suite de la grève de février-mars 1950, le gouvernement a dû accorder une bonification de 10 francs par jour pour les travailleurs masculins et de 8 francs pour les femmes.

2. Mesures défavorables aux travailleurs.

= Accroissement des dépenses militaires.

De 18,9 milliards en 1958, ces dépenses sont passées à 19,7 milliards en 1959 et 21,4 milliards en 1960.

= Accroissement du chômage.

octobre 1957 : 93.632

Octobre 1959 : 157.143

novembre 1957 : 118.920

novembre 1959 : 160.924

L'accroissement du chômage (par rapport à 1957) a causé la perte de 1 7/4 milliard de salaire au cours de l'année 1959, compte tenu de l'allocation de chômage.

= Fermeture de charbonnages.

Une trentaine de charbonnages ont été fermés au cours des années 1958-59. Au cours de la même période, le nombre de mineurs inscrits est passé de 152.000 à 119.500. Perte de ressources pour le pays, et particulièrement pour la population travailleuse, se chiffrant à plusieurs milliards de francs.

Le gouvernement P.S.C.-libéral a, d'autre part, mis au point un plan de fermetures prévoyant une diminution de la capacité de production charbonnière de 10 millions de tonnes pendant la période 1958 - 1963.

Selon ce plan, une trentaine de puits au moins doivent encore être fermés dans les trois prochaines années.

= Maintien des importations massives de charbon.

Malgré une crise sans précédent, le gouvernement a maintenu les importations massives de charbon en 1959.

Importations en 1957 : 5,2 millions de tonnes

" 1958 : 5,3 " "

" 1959 : 5,- " "

Ces importations ont contribué, dans une large mesure, au chômage partiel dans les mines (5 7/2 millions de journées de travail perdues de juin '58 à fin '59; perte d'environ 600 millions de salaire, compte tenu de l'allocation chômage, allocation C.E.C.A. etc...).

= Accroissement des taxes

	1958	1959	1960 (prévisions)
	en milliards de francs		
Taxe professionnelle	23,7	24,6	26,3
Taxe de consommation et accises	12,2	14,2	16,9
Taxe transmission	29,3	29,9	31,9

Ce tableau indique l'accroissement rapide de la taxe professionnelle (10% en deux ans).

Quant à la taxation indirecte (de consommation) elle a haussé de 4 1/2 milliards - soit ~~XXXX~~ 35 % - en deux ans. Pour le budget de 1960, le gouvernement a notamment prévu 2,7 milliards de taxes de consommation supplémentaires (taxes payées essentiellement par la population travaillante).

Voici les principales hausses de taxes indirectes intervenues ces derniers mois :

- décembre 1958 : taxe sur le café + 10%
 essence : + 0,46 N/. (Prix portés à 6,73 et 7,13)
 gas-oil : + 0,30 (2,58 N.)
- avril 1959 : cigarettes : + 0,50 N. (dont 0,30 N. taxe)
 tabac : + 0,30 - 0,40 N.
- novembre 1959 : tarifs postaux : + 20 %.
- décembre 1959 : essence : + 0,84 N. (7,69 et 7,96 N.)
 fuels-oils à usage domestique : + 10 N. par 100 kgs
 huiles légères à usage domestique + 370 N. par hl.

A noter, d'autre part, qu'en janvier 1959 les tarifs-voyageurs aux chemins de fer ont été augmentés en moyenne de 7 1/2 %.

= Détaxations au profit des patrons.

Lois du 15 juillet 1959 : - prévoyant des dégrèvements fiscaux pour les plus-values réalisées au cours des années

1959 à 1963 sur des immeubles et outillages professionnels

- tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés (il est renoncé à la perception de la taxe mobilière/et de la contribution nationale de crise dues sur les bénéfices de liquidation résultant de l'absorption ou de la fusion)

- apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires (les bénéfices imposables sont immunisés de la taxe professionnelle à concurrence d'un montant égal à 30% de la valeur des investissements complémentaires en immeubles et outillages professionnels effectués en Belgique pendant chacune des années 1959 et 1960.

Loi du 17 juillet 1959 instaurant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles (exonération de la contribution foncière) au profit des entreprises ayant réalisé des investissements en immeubles bâtis répondant aux conditions prévues par la loi.

Loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions (cette loi a aussi pour objet d'immuniser de la taxe professionnelle et de l'impôt complémentaire personnel les subventions versées en exécution de la dite loi, et d'exonérer pendant 5 ans de la contribution foncière les entreprises ayant réalisé des investissements en immeubles bâtis répondant aux conditions prévues).

La F.G.T.B. a souligné que l'ensemble de ces lois accorde aux patrons des avantages fiscaux se chiffrant à plusieurs milliards (bureau FGTB, "Syndicat" 17.10.1959).

Autres avantages fiscaux accordés aux patrons :

- arrêté du 22.11.1958 (qui a prorogé jusqu'au 31.12.1960 les réductions d'impôt indirect pour les transmissions de certains produits textiles ainsi que la réduction à 5°/° de la taxe de facture applicable aux entreprises d'ouvrage ayant le peignage, le carbonisage et le lavage des laines etc...)

- arrêté du 8.1.1959 (qui a étendu aux transmissions de pièces et accessoires et aux contrats d'entreprises d'ouvrage, exécutés dans le cadre d'un accord de rationalisation de la production, le régime de faveur réservé aux achats de produits fabriqués)

- arrêté du 4.3.1959 (qui a exonéré de la taxe de transmission l'achat et l'importation de ciment brut en pierre)

- arrêté du 6.5.1959 (qui a autorisé les patrons exportateurs à acheter, en exemption partielle ou totale de la taxe de transmission, les matières auxiliaires (combustible, carburant, électricité etc...) destinées au travail de produits exportés)

- arrêté du 27.6.1959 (qui a prorogé jusqu'au 31.12.1959 la réduction de 5 à 2 % du taux de la taxe de transmission perçue pour la vente de certaines catégories de papier) etc...

= Subsides aux patrons charbonniers et autres avantages aux capitalistes.

Parmi les autres cadeaux faits par le gouvernement aux capitalistes, citons encore :

- les subsides accordés aux patrons charbonniers (800 millions en 1959 et 600 millions en 1960) bien que ces subsides ne soient pas justifiés par une politique de sauvegarde de l'industrie minière

- la réduction de 10 %, en janvier 1959, des tarifs-marchandises de la Société des Chemins de fer.

= Plan "d'assainissement" des Chemins de fer.

De 3,954 milliards en 1958, les subventions de l'Etat aux Chemins de fer sont passées à 3,627 milliards en 1959 et à 3,246 milliards en 1960 (prévisions).

Le plan "d'assainissement" du ministre Segers tend à la suppression de 2.000 kilomètres de voies ferrées, à la liquidation de 10.000 agents, et à diverses atteintes aux avantages sociaux.

Ce plan, appliqué en 1959, a déjà abouti à la suppression de nombreux lignes et dépôts et au licenciement de plusieurs milliers de cheminots.

En application de sa politique de régression, qui prévoit le transfert de 1% de la Caisse des Oeuvres Sociales à la Caisse des Veuves et Orphelins, Segers a, en 1959, prélevé 58 millions dans la dite Caisse des Oeuvres Sociales.

= Atteinte au statut de pension des cheminots.

L'effort du gouvernement a porté

- sur le recul de l'âge d'octroi de la pension

- par l'avis 4 P du 19.1.1959 (instaurant 4 barèmes différents pour un même grade et limitant abusivement la révision des pensions d'avant le 1.2.1958 au barème inférieur, peu ou pas majoré) sur l'exclusion de la grosse majorité des pensionnés du bénéfice de l'amélioration promise par l'A.R. du 11.4.1958.

= Projet de statut pécuniaire des agents communaux.

Ce projet, qui doit encore être discuté en commission parlementaire, concrétise l'offensive contre certains avantages acquis par cette catégorie d'agents (il ~~tenait~~ tend à aligner les barèmes communaux sur les barèmes de l'Etat et à empêcher les administrations communales d'établir des avantages particuliers pour leurs agents).

= Projet "d'harmonisation" du statut des agents des services publics.

Le Conseil des ministres du 15.1.1960 a décidé de réaliser une "harmonisation" du statut des agents du secteur public et de créer immédiatement une commission des équivalences.

Ces décisions tendent à soumettre strictement tous les agents des services publics à des règles communes (en matière de barèmes, de pensions etc...) et à réduire, voire à supprimer, certains statuts particuliers.

= Projet de réforme de l'A.M.I.

Objectif financier : réduire de 500 millions par an, la subvention annuelle de l'Etat à l'A.M.I. (le budget des Recettes et Dépenses 1960 prévoit effectivement une diminution de la subvention de l'Etat au F.N.A.M.I. à concurrence de 500 millions de francs).

Moyens : responsabilité financière des fédérations régionales de mutualités, suppression ou diminution de certains remboursements, augmentation éventuelle des cotisations supplémentaires etc...

= La pension des travailleurs indépendants.

La nouvelle loi réduit de 10%, soit de 200 millions, les dépenses de 1959 en vue de réaliser l'équilibre financier du régime (déficit de 600 millions en trois exercices). L'âge normal de la pension est reculé à 67 ans pour les hommes et à 62 ans pour les femmes.

= Réduction de la bonification accordée aux ouvriers frontaliers.

Fin décembre 1959, le gouvernement a réduit de 50% (pour les secteurs autres que la métallurgie) la bonification de change obtenue par les ouvriers frontaliers à la suite de la grève de février-mars 1959.

= Projet de loi de pension des employés.

Ce projet, admis par le Sénat est encore à discuter par la Chambre.

Parce que le régime est en boni, le gouvernement prévoit de ramener les recettes de 3,762 milliards à 2,535 milliards en 1960. Plafond de retenue à 8.000 francs au lieu de 10.000 prévus.

Rétablissement de la capitalisation individuelle à concurrence de 3 % des ~~rémunérations~~ rémunérations. Ces dispositions auront pour effet de réduire la pension maximum future :

pour les mariés à 72.000 au lieu de 90.000			
isolés	57.600	"	72.000
veuves	28.800	"	36.000.

Le gouvernement procure un milliard de fonds par an aux compagnies privées d'Assurances et oblige les employés à verser davantage eux-mêmes (à titre individuel) pour se constituer une pension décente.

= Annulation des dommages et intérêts dûs par les inciviques à l'Etat.

Ce projet, voté par le Sénat en juin 1959, n'est toujours pas approuvé par la Chambre.

= Dotations supplémentaires à la famille royale.

La dotation annuelle de l'Etat à la famille royale a été portée à 50 millions de francs et augmentée encore de 3 1/2 millions lors du mariage du prince Albert.

B I L A N

=====

En faveur des travailleurs :

Pension vieillesse :	1,300 milliard
Pension mineur :	0,650 "
Allocation chômage :	0,450 "
Taxe professionnelle :	0,250 "
Invalides mineurs :	0,100 "
Rév. barèmes Etat :	0,700 "
Bon. frontaliers :	0,120 "
Total :	3,570 milliards

Au détriment des travailleurs :

Dépenses militaires (accroissement) :	2,500 milliards
Accroissement chômage :	1,250 "
" taxes :	5,000 "
Dégrèvements fiscaux :	2,000 "
en faveur patrons	
Subsides patrons charbonniers :	0,600 "
Réduction tarifs-marchandises (SNCB):	0,165 "
"Assainissement" SNCB :	0,700 "
Pension indépendants :	0,200 "
Bonification frontaliers (réduction):	0,040 "
Total :	12,455 milliards

NB. Les répercussions des fermetures d'entreprises sur la situation matérielle de la population laborieuse ne figurent qu'au poste "accroissement du chômage", mais il est évident que ces répercussions sont, en réalité, plus profondes.

Les projets du gouvernement

En faveur des travailleurs :

Réglementation des fermetures :	0,010 milliard
Salaire hebdomadaire garanti :	0,200 milliard
Statut syndical agents communaux :	non chiffrable.

Au détriment des travailleurs :

Réforme A.M.I.	0,500 milliard
Statut pécuniaire agents communaux	non chiffrable
Harmonisation statut ag. serv. publics	- non chiffrable.
Pension employés	0,200 milliard
Annulation dommages et intérêts dûs par inciviques	---

Mouvement Populaire Wallon

SYLLABUS DU MILITANT

COMPROMIS DES SOCIALISTES

Au cours des prochaines semaines, le projet de Compromis des Socialistes élaboré par le Bureau du P.S.B. va faire l'objet de nombreuses discussions et réunions. C'est pour que vous participiez à ces discussions avec l'efficacité la plus grande pour la Wallonie, pour le fédéralisme et les réformes de structure, que ce document a été élaboré.

Il comprend trois parties :

- Une première partie rappelle brièvement le contenu du Compromis des Socialistes.
- La seconde partie analyse ce compromis :
 - 1) du point de vue du respect des résolutions des Congrès des Socialistes wallons ;
 - 2) du point de vue du contenu des propositions ;
 - 3) d'une manière générale quant à son esprit.
- La troisième partie reprend toute une série de textes, déclarations et documents qu'il faut rappeler sans cesse.



PREMIERE PARTIE

RAPPEL DU CONTENU DU COMPROMIS DES SOCIALISTES

Il s'agit ici d'un bref rappel du contenu du Compromis. Ce rappel ne peut faire oublier que le Compromis lui-même est un texte de 23 pages.

Dans une première partie, le Bureau du P.S.B. explique que la solution proposée « ne doit pas rendre impossible un fédéralisme, à leurs yeux nécessaire dans l'avenir..., ce doit être un essai qui se veut durable... ».

Dans une seconde partie, le Bureau du P.S.B. rappelle les griefs des uns et des autres dans les différents domaines.

Dans une troisième partie, il s'agit du Compromis lui-même.

- Sur le plan économique, le Compromis propose de créer des sociétés de développement régional et un conseil (national) des régions économiques.

- Sur le plan social, ne pourrait et ne devrait être décentralisé (c'est-à-dire provincialisé) que ce qui est **préventif** : allocations familiales pour la mère et l'enfant, logement, etc...
- Sur le plan **politique**, le compromis propose pour certaines questions réservées (frontières administratives et linguistiques, questions linguistiques, questions de centralisation économique, questions culturelles autres que Pacte scolaire), la nécessité d'une majorité, au sein des sénateurs de chaque expression linguistique.
- Sur le plan **culturel**, le Compromis estime nécessaires des conseils culturels.

DEUXIEME PARTIE

ANALYSE DU COMPROMIS DES SOCIALISTES

I. — LE RESPECT DES RESOLUTIONS DES CONGRES DES SOCIALISTES WALLONS.

Il y a eu, au cours des dernières années, trois Congrès des Socialistes Wallons : juin 1959 (Namur), septembre 1961 (Charleroi), avril 1962 (Charleroi).

Ces Congrès étaient statutaires.

Le Congrès de juin 1959 déclarait entre autres : « Le Congrès estime que ni avant ni après le recensement, les Wallons ne peuvent accepter la perspective d'une majorité absolue d'élus des arrondissements flamands sans obtenir AU PREALABLE la garantie que leurs droits de peuple seront respectés ». (Voir le texte complet de la résolution dans la troisième partie.)

Le Congrès de septembre 1961 décidait entre autres la procédure suivante :

- « 1) Elaboration dans les six prochains mois, dans le cadre du Congrès, d'un projet précis de statut fédéral.
- 2) Confrontation à l'intérieur du Parti entre socialistes flamands, bruxellois et wallons.
- 3) Négociations sur la base de l'accord ainsi réalisé avec les différents partis politiques. » (Voir le texte complet de la résolution dans la troisième partie.)

CETTE PROCEDURE N'A PAS ETE RESPECTEE : les socialistes flamands n'ont pas été convoqués en Congrès (et les journaux socialistes flamands n'ont même pas parlé du Congrès des Socialistes Wallons), il n'y a pas eu de négociations.

LA PREMIERE CHOSE à faire est donc de convoquer un Congrès des Socialistes Wallons avant de convoquer un Congrès du P.S.B. La Fédération de Liège l'a déjà demandé et de nombreuses sections dans d'autres fédérations ont fait de même.

Le Congrès d'avril 1962 réclamait à nouveau la plénitude de compétence des Etats fédérés et de la capitale fédérale en matière économique, sociale et de crédit. (Voir le texte complet des résolutions dans la troisième partie.)

* * *

Les résolutions de ces différents Congrès ont été adoptées à l'unanimité. Les mandataires P.S.B. wallons ainsi que les membres du P.S.B. wallons sont donc tenus de défendre ces positions tant qu'un nouveau Congrès des Socialistes Wallons n'a pas été convoqué.

* * *

II. — LE CONTENU DU PROJET DE COMPROMIS.

1. LES PROPOSITIONS POLITIQUES.

EN RESUME :

Au point de vue politique, le compromis constitue une formule inacceptable et dangereuse.

Sa raison est de rechercher des solutions qui se rapprochent de celles du P.S.C. afin de maintenir la coalition gouvernementale. En quelque sorte, le Compromis constitue une « ressucée » du Programme d'Ostende du P.S.C. (1961). Il se rapproche aussi très fortement de certaines conclusions du Groupe de Travail constitutionnel.

Il faut donc dénoncer le caractère inefficace de ce Compromis. En effet, il donnerait des pseudo garanties négatives aux Wallons sous la forme d'un droit de veto. Or, nous ne recherchons pas tellement des mesures de protection que des possibilités d'action pratique.

En outre, il faut affirmer que la formule est trompeuse, car le droit de veto et les garanties ne sont accordées que sur des points limités et le sont en fait aux sénateurs francophones.

1) Le Compromis est dangereux car s'il était accepté, il serait presque impossible de revoir le tracé de la frontière linguistique (Fouron).

2) Au point de vue culturel, le Compromis donne des fausses garanties car l'enseignement est en dehors.

3) Au point de vue économique, le Compromis est aussi très dangereux car il est évident que la droite flamande n'est guère demanderesse.

Sur le plan politique, le compromis est à rejeter. Il faut une autorité politique dans chaque région. Ce qu'il faut réclamer, c'est un référendum d'initiative populaire.

LES OBSERVATIONS CRITIQUES.

Pour protéger la Wallonie contre la « minorisation », le projet du Bureau confère à la majorité du groupe sénatorial francophone, soit actuellement à 42 sénateurs sur 82, un droit de veto absolu sur les affaires culturelles, linguistiques, les limites administratives et les mesures de décentralisation économique et sociale.

Première observation : Parmi les 82 sénateurs francophones, sont compris tous les Bruxellois élus directs, les sénateurs élus par le Conseil provincial du Brabant et les cooptés par tout le Sénat.

Ainsi, la protection de la Wallonie est notamment confiée aux 16 sénateurs suivants :

Janne et Rolin (cooptés bruxellois socialistes); Machtens, Franck, Papy, Wiard (élus directs socialistes bruxellois); aux sénateurs Janssens et de la Vallée Poussin (P.S.C. cooptés); Struye, Neybergh et Versé (élus directs P.S.C. bruxellois) et aux sénateurs Motz (bruxellois libéral élu par le Conseil provincial du Brabant), Dubucquoy (P.S.C. bruxellois élu par le Conseil provincial du Brabant), Hougardy, Moureaux et Degrauw (libéraux élus directs).

Vous constaterez qu'il y a dans cette liste pas mal de sénateurs, défenseurs acharnés des intérêts... bruxellois et adversaires déclarés et actifs des fédéralistes wallons !

Deuxième observation : Au point de vue politique, le système revient à conférer au P.S.C. flamand du Sénat, le même droit de veto. Sur 95 sénateurs flamands (Bruxellois et Brabançons compris),

il y a, en effet, 55 P.S.C. Si l'on fait abstraction des 2 P.S.C. flamands élus par le Conseil provincial du Brabant et des 3 Bruxellois flamands élus directs, il reste encore 50 P.S.C. flamands « purs ».

Au sein du groupe des sénateurs élus directement par les arrondissements wallons, les socialistes wallons ont la majorité absolue (22 sièges sur 38). Sur l'ensemble des sénateurs wallons, provinciaux et cooptés compris, les socialistes sont actuellement 36 sur 66. Il n'en est pas de même au sein du groupe sénatorial francophone : les socialistes wallons sont exactement 36 sur 82. Pour obtenir une majorité socialiste de justesse (42 sur 82), ils doivent compter sur l'appui de 6 socialistes bruxellois (Machtens, Wiard, Franck, Papy, Rolin, Janne). Seul, Wiard a des sentiments assez proches des nôtres.

Le droit de veto absolu que l'on donne en fait au P.S.C. flamand, on ne le donne pas aux socialistes wallons, alors qu'ils ont pourtant la majorité des sièges wallons. On le donne en fait aux socialistes bruxellois francophones.

La partie n'est donc pas égale et l'on nous donne un sabre ébréché.

Troisième observation : Le veto s'applique à des matières que l'on est en train de régler actuellement AVANT la réforme constitutionnelle : conseils culturels, lois linguistiques, limites administratives, projets Spinoy sur la décentralisation économique et sociale.

L'existence du veto signifie que cette législation sera figée pour un temps indéfini. En effet, tout projet ou proposition de loi visant à redresser des lois qui ont fait violence en Wallonie, comme l'affaire des « Fouron », sera rejeté par la droite réactionnaire flamande.

Le droit que l'on prétend donner (mal) aux Wallons pour les protéger contre leur « minorisation » s'exercera donc dans le vide. Il se retourne, au contraire, contre la Wallonie.

Quatrième observation : Il n'est évidemment pas dit que le groupe sénatorial wallon aura le droit de délibérer séparément.

Par conséquent, la discipline du Parti jouant, les sénateurs wallons devront, à peine de sanction, arrêter leur position en plein accord avec les sénateurs socialistes flamands. Le fameux droit de veto ne pourra donc réellement s'exercer qu'avec la permission des sénateurs socialistes flamands.

Le droit qu'on lui donne est, dans ces conditions, symbolique et parfaitement illusoire.

Cinquième observation : On ne règle pas les problèmes graves qui se posent en Wallonie avec un droit de veto dans une Assemblée législative, c'est-à-dire avec une arme négative. Ce dont la Wallonie a besoin, ce sont des mesures positives. Le droit de veto n'en procurera aucune. Au contraire, il permettra à la droite réactionnaire flamande de s'opposer à toute mesure un tant soit peu progressiste.

Sixième observation : La plupart des critiques opposées au Sénat paritaire par le Bureau du P.S.B. dans le texte même du Compromis sont opposables également à la formule proposée par le même Bureau !

Conclusion : Seule une large autonomie politique peut sauver la Wallonie. Comme le P.S.B. ne peut se mettre d'accord tout entier sur cette idée, poursuivons jusqu'au bout l'idée du président Collard : Il est inutile de nous quereller au sein du Parti entre unitaires et fédéralistes* : nous ne nous convaincrions pas.

Par conséquent, laissons à chacun ses convictions et... ses chances : introduisons, dans la Constitution belge, une seule modification à l'article 131.

Dans cet article, il faut inscrire les principes suivants :

1. La Constitution peut être révisée par voie de référendum à l'initiative d'un pourcentage d'électeurs à déterminer.

2. La Belgique comprend deux communautés nationales auxquelles il est reconnu le droit de disposer d'elles-mêmes par voie de référendum d'initiative populaire.

Nous ne demandons aux unitaires qu'une seule chose : le droit de faire trancher notre controverse par les électeurs.

* * *

2. LES PROPOSITIONS ECONOMIQUES.

EN RESUME :

Les propositions économiques du Compromis se réduisent en fait à la création des Sociétés de développement régional (S.D.R.) : les Sociétés régionales d'investissement sont déjà prévues dans la loi créant la Société nationale d'investissements. Le Conseil des régions économiques est un organe purement consultatif et où ce seront les syndicats belges et les organisations patronales belges en tant que telles qui seront représentées, même s'il y a parité linguistique.

Les S.D.R. n'auront aucun autre pouvoir réel que de construire l'infrastructure (travaux publics), les zonings industriels et les bâtiments qu'on louera, vendra ou donnera ensuite aux industriels qui y feront ce qu'ils veulent. Ce sont donc en fait des sociétés de constructions immobilières à fin industrielle.

Elles ont déjà été approuvées d'ailleurs par le gouvernement puisqu'elles figurent dans un projet de loi, dit projet Spinoy, approuvé par ce gouvernement. Ces S.D.R. resteront, pour leur création, leur financement et tous leurs actes, sous la tutelle du pouvoir unitaire. Dans ce projet gouvernemental, elles sont basées sur les provinces.

De telles sociétés n'auront guère d'efficacité en Wallonie. Les investisseurs capitalistes refusent en effet de s'établir en Wallonie (où il y a déjà des zonings industriels). La Wallonie a besoin de solutions plus générales et plus audacieuses pour reconvertir son économie. Le découpage géographique prévu (province d'après le projet gouvernemental) provoquera la balkanisation de la Wallonie et abaissera encore la puissance socialiste en Wallonie puisqu'il est basé sur les provinces.

Le projet coupe en pratique l'herbe sous le pied et coiffe tout ce qui existe aujourd'hui déjà comme institutions régionales économiques.

LES OBSERVATIONS CRITIQUES.

1) Diagnostic.

Il faut souligner que le diagnostic émis par le Bureau du P.S.B. reprend, pour ce qui concerne ses conclusions générales, les thèses wallonnes. Mais il n'en tire aucune conclusion réelle : les propositions faites sont nettement inférieures aux « besoins » décrits par le diagnostic.

Point n'est besoin de reprendre ici dans le détail les maux économiques et autres dont souffre la Wallonie. Tout le monde est, sur ce point, suffisamment informé.

Aussi, résumerons-nous le diagnostic proposé par le « Compromis des Socialistes » et à partir de ce diagnostic, nous émettrons quelques considérations complémentaires :

Le Compromis résume le malaise économique wallon dans les termes suivants :

« La Wallonie se plaint essentiellement :

— de l'insuffisance des investissements et des recherches en vue de la modernisation, de la spécialisation et de la reconversion industrielle;

— du retard de développement de son infrastructure et de la disparité entre les dépenses d'investissements entre les deux régions dans le domaine de l'équipement ferroviaire, routier et des voies hydrauliques;

— de la centralisation, à Bruxelles, des sièges des grandes sociétés et des banques. »

Cette synthèse est tirée d'une brève analyse où sont mis en valeur trois phénomènes : la crise charbonnière, le déclin démographique, l'insuffisance des investissements. Plus loin dans le texte, il est dit : « La Wallonie connaît un dépérissement économique, un déficit démographique et une inquiétude pour son avenir qui exigent des remèdes énergiques. »

Ce diagnostic émis par le Bureau du P.S.B. reprend effectivement une bonne part des griefs wallons; certes, il faudrait mettre l'accent, plus qu'il ne le fait, sur l'insuffisance d'investissements qualitatifs, c'est-à-dire dans les secteurs en expansion sur le plan mondial. Mais surtout, il reste à la surface des problèmes. Il ne met pas en question ce qui constitue la cause réelle de la situation wallonne : à savoir, l'incapacité du régime capitaliste d'initiative privée, de porter remède à cette situation. L'exemple des investissements étrangers est là pour montrer que le capital privé se désintéresse de la Wallonie même lorsqu'on lui offre toutes sortes d'avantages comme on le fait depuis des années. Ce n'est donc pas par des propositions de cadeaux aux capitalistes qu'on relèvera l'économie wallonne. Ce n'est pas non plus en balkanisant la Wallonie qu'on trouvera une issue à la situation. La Wallonie souffre tout entière des mêmes maux; c'est seulement ensemble qu'elle peut se sauver.

* * *

2) Les S.D.R. proposées par le Compromis sont déjà prévues dans un projet gouvernemental; telles que prévues, elles seront radicalement insuffisantes pour les besoins de la Wallonie.

En réalité, si l'on compare ce qui existe et ce que le Compromis des Socialistes en fait, on remarque :

1) que le Compromis des Socialistes n'ajoute pratiquement aucun pouvoir nouveau aux organismes existant déjà aujourd'hui;

2) que ces organismes sont en droit et en fait sous la tutelle du pouvoir unitaire et que les Sociétés de développement régional resteront sous cette tutelle unitaire;

3) que le Compromis aura pour résultat de coiffer toutes sortes d'initiatives venues d'en bas, de la lourde chape de la tutelle unitaire;

4) que de toutes façons, tout le mécanisme actuel, tout comme le mécanisme du compromis, repose sur l'idée (fausse) qu'il s'agit d'établir un zoning industriel pour que des industries nouvelles se bousculent pour s'y établir;

5) ce n'est pas parce qu'il y aura en Wallonie quelques zonings en plus que les industriels viendront s'établir en Wallonie, puisque ceux qui viennent s'établir dans les zonings qui existent déjà sont de rarissimes exceptions. Et encore faut-il, pour qu'ils y consentent, qu'on leur donne un fameux paquet de subventions!

Conclusions :

Ce dont l'économie wallonne a besoin, ce n'est pas (pour reprendre le titre d'un article) de « quelques pots de fleurs sur une terre qui meurt »; c'est d'opérer dans l'ordre et de manière urgente une reconversion d'ensemble de l'industrie comme de l'habitat, de l'infrastructure comme de la qualification professionnelle. Il ne s'agit pas seulement et pas tellement de créer des entreprises nouvelles que de rajeunir et réorienter les entreprises existantes.

Cette « revitalisation » de l'économie wallonne doit se faire dans toute la Wallonie et pour l'ensemble de la Wallonie. Pour reprendre une expression d'André GENOT, il faut « un plan wallon, un calendrier wallon, une méthode wallonne ».

Nous ne voulons pas de la balkanisation de la Wallonie.

3. LES PROPOSITIONS CULTURELLES.

A vrai dire, elles sont tellement minces qu'il n'y a presque pas moyen d'en parler. Tout ce qui concerne l'enseignement est réglé par le Pacte Scolaire, dit le Compromis. La démocratisation de l'enseignement, on la soutiendra, affirment les auteurs du Compromis après tellement d'autres. Reste la création de conseils culturels, mais le Compromis oublie, à cet égard, de dire qu'ils sont pratiquement créés sur le plan législatif. Donc, en définitive, le Compromis ne propose rien.

Et pourtant, le Congrès des Socialistes Wallons des 31 mars et 1er avril 1962 réclamait, dans l'immédiat (sans parler des propositions fédéralistes) :

« Sur le plan de l'enseignement et de la culture :

Le Congrès : réclame une autonomie culturelle véritable, la révision du fonctionnement des commissions parlementaires, la création d'un Conseil supérieur wallon de l'Education et de la Culture, ainsi que la création d'un Centre universitaire complet dans le Hainaut;

proclame la primauté effective de la langue française en Wallonie et exige un libre choix des langues vivantes;

s'oppose au renforcement du bilinguisme individuel préconisé par les projets actuellement en discussion au Parlement et réclame l'application de solutions basées sur l'unilinguisme de la Wallonie. »

* * *

CONCLUSIONS

Le Compromis ne donne aucune garantie réelle aux Wallons. Il ne constitue pas pour les Wallons un moyen d'infléchir le sort que fait à la Wallonie l'Etat unitaire. Il provoquerait la balkanisation de la Wallonie. Il propose une mise sous tutelle unitaire d'organes décentralisés brisant la solidarité wallonne. Et ces organes décentralisés, mais solidement tenus en mains par le pouvoir unitaire, ne pourront avoir aucune efficacité réelle dans le redressement politique, économique, social et culturel de la Wallonie. Les investisseurs privés n'iront pas plus en Wallonie qu'aujourd'hui; ils iront plutôt dans les zonings industriels d'autres régions.

On veut briser la solidarité des Wallons. On ignore dans les remèdes proposés ce qu'on a fait comme diagnostic : à savoir que la Wallonie tout entière souffre des mêmes problèmes et c'est seulement ensemble qu'elle peut se sauver.

TROISIEME PARTIE

TEXTES ET DOCUMENTS

Dans cette partie, nous avons rassemblé :

A. Des articles ou déclarations sur :

1. l'adaptation des sièges parlementaires (Editorial de Collard).
2. Le Congrès des Socialistes Wallons de juin 1959 (opposition irréductible à l'adaptation des sièges parlementaires).
3. Le Sénat Paritaire (« Le Peuple » du 10-2-1961).
4. La proposition de loi socialiste de fédéralisme de juillet 1961.

B. Les résolutions des Congrès Socialistes Wallons :

1. de juin 1959;
2. septembre 1961, et
3. avril 1962.

C. 1. Des extraits de la Plateforme d'Ostende du P.S.C. (1961). 2. Des extraits du projet de loi Spinoy sur les Sociétés de développement régional. 3. La composition actuelle du Sénat.

* * *

A. 1. Le président Collard, dans un éditorial du journal « Le Peuple » du 15-6-1959, sous le titre « **Le Congrès des Socialistes Wallons** », déclarait entre autres à propos du projet de loi de réforme électorale visant à adapter les sièges parlementaires :

« ... Le Congrès n'a d'ailleurs pas voulu se contenter d'un vœu platonique (sur le fédéralisme) et a suggéré, comme prochaine éventualité, la création d'une Chambre des Régions, se substituant au Sénat.

Mais que ce soit de cette façon ou d'une autre que l'on aborde le problème, il est une réalité politique dont chacun doit être bien pénétré : c'est la crainte de la Wallonie d'être « minorisée » et sa volonté de ne pas l'être. Or, la menace précise et immédiate d'une loi électorale est là, qui doit consacrer définitivement cette « minorisation ». Il faut absolument que tous les socialistes s'accordent pour s'y opposer. »

* * *

A. 2. Sous le titre « **C'est aux socialistes wallons de sauver la Wallonie ! Seul, un régime fédéral des trois communautés permettra une politique de progrès et de liberté. L'organisme d'Action wallonne est créé** », « Le Monde du Travail » et « Le Peuple » du 8 juin 1959 écrivaient :

« Le premier Congrès des Socialistes Wallons se tint en 1938 et fut suivi d'une réédition l'année suivante. On en parla beaucoup, mais à l'époque, les bruits de guerre les projetèrent hors de l'actualité.

Dix ans plus tard, nos camarades s'assemblèrent une fois encore et établirent un cahier de revendications auquel on pensa toujours pour en parler rarement.

Enfin, on peut dire que ce 6 juin marquera une date dans l'histoire du socialisme en Wallonie. Après deux lustres d'attente, un quatrième Congrès — le dernier eut lieu en 1947 — s'est ouvert à Namur.

Plusieurs centaines de délégués, réunis à la Bourse de Commerce, entendirent des rapports politiques et économiques qui suscitèrent d'intéressantes interventions.

A les entendre, on put se rendre compte du changement opéré dans le P.S.B. à l'égard de problèmes que les impératifs urgents de la lutte économique avaient tenu à l'arrière plan des préoccupations.

La proximité du recensement et l'adaptation du nombre de sièges parlementaires qui enfermera la Wallonie dans une situation définitive de peuple minoritaire, le démantèlement systématique de l'économie de cette région, placent les socialistes wallons le dos au mur. Telles sont, en vérité, les deux données de la question actuelle. »

« Le Peuple » du 23 mars 1960 : « **Les socialistes wallons lancent un cri d'alarme** » :

« Le Comité socialiste d'Action wallonne, organe représentatif du Congrès wallon du Parti socialiste belge,

Considérant les débats qui se déroulent à la Chambre des représentants autour du projet de loi fixant le nombre des députés et des sénateurs et modifiant la législation électorale;

Dénonce une fois de plus le fait que l'augmentation du nombre de sièges parlementaires et leur répartition accentueront le déséquilibre entre la représentation wallonne et la représentation flamande;

Et donneront définitivement aux élus des arrondissements d'expression néerlandaise, la majorité absolue au Parlement;

Constata que cette mise en nette minorité entraînera des dangers certains pour la Wallonie dont l'expansion économique, sociale et culturelle dépendra dorénavant des décisions d'une majorité existant en dehors d'elle, ce qui risquera de créer une atmosphère de méfiance et de discorde entre les deux parties du pays;

Affirme :

1) Que l'adaptation du nombre de sièges ne peut se faire que sur la base des chiffres du recensement légal prévu pour la fin de 1960;

2) Que cette mesure n'est acceptable que si des garanties de caractère institutionnel sont accordées à la Wallonie, notamment par la transformation du Sénat en assemblée paritaire;

En conséquence, le Comité socialiste d'Action wallonne revendique la mise à l'étude d'urgence des formules propres à réaliser ces garanties;

Il réclame de tous les parlementaires wallons qu'ils s'opposent au vote du projet de loi aussi longtemps que des engagements formels ne seront pas pris quant à la protection de la Wallonie. »

* * *

A. 3. Sous le titre « **Le Sénat paritaire** », « Le Peuple » du 10-2-1961 écrivait :

« On sait que Fernand Dehousse a déposé, au nom du groupe socialiste du Sénat, une proposition de révision d'une série d'articles de la Constitution, pour aboutir à remplacer le Sénat actuel par une Assemblée paritaire où les deux communautés seront représentées sur une base d'égalité, Bruxelles jouissant d'un statut équitable.

Cette proposition socialiste déchaîne la colère du « Standaard », qui écrit, parlant d'abord de la réforme électorale, liée au réajustement des sièges :

Nous attirons l'attention sur le fait que les socialistes flamands, comme M. Vermeylen, s'entendent avec les Wallons pour refuser aux Flamands leur droit à une équitable représentation.

Ainsi apparaît également le dépôt d'une proposition de loi socialiste, préconisant un Sénat géographique, ce qui veut dire une diminution du nombre des sénateurs flamands par rapport à celui des Wallons. Le Parti socialiste se rend, par cette proposition, impossible en Flandre, puisqu'il est introduit au nom du groupe sénatorial unanime.

On se rappelle à ce sujet les déclarations faites par Pierre Vermeylen à la Commission de l'Intérieur du Sénat.

— Faites attention, Messieurs, tenez bien compte de la susceptibilité wallonne. L'ajournement du recensement, dit-il, semble avoir été imposé par les Flamands aux Wallons. Vous allez raviver cette plaie en donnant une plus grande supériorité aux Flamands dans nos assemblées parlementaires.

Et Pierre Vermeylen conclut :

— Avec mes amis socialistes, je voterai contre tous les articles du projet et contre l'ensemble. Ce projet est pernicieux, il est de nature à raviver la querelle entre Flamands et Wallons à seule fin de donner satisfaction aux libéraux.

Pour faire triompher leur point de vue, les flamingants n'hésitent donc pas à s'allier aux libéraux et à défendre un projet relevant de la plus médiocre des cuisines politiques. Mais là n'est pas l'important ni l'essentiel.

Du commentaire du « Standaard », une singulière constatation doit être faite. Les flamingants viennent de montrer leur vrai visage : ils veulent minoriser les Wallons pour construire, par leurs suffrages majoritaires, une Belgique à leur aune, au détriment des intérêts de l'ensemble des Belges.

Ceci montre combien il est important de trouver une solution organique au problème des deux communautés.

Au surplus, le reproche adressé par le « Standaard » aux socialistes flamands est ridicule au point de friser l'odieux. N'est-ce pas grâce à l'unanimité socialiste que les Flamands ont pu faire triompher leurs droits ? N'est-ce pas grâce aux suffrages des socialistes wallons joints à ceux des socialistes flamands et bruxellois que les injustices linguistiques et sociales ont pu être redressées en Flandre ?

Le nier, c'est nier l'histoire. Et c'est faire une bien curieuse application des principes de la Constitution que de penser que la règle de la démocratie puisse aboutir à ce qu'une communauté puisse en brimer une autre.

La proposition socialiste déposée par Fernand Dehousse est basée, elle, sur la justice et l'équité, sur la nécessité d'un développement harmonieux de deux communautés à l'intérieur d'un même Etat.

Elle vise, en effet, à l'égalité absolue des représentations dans une des deux Assemblées, le Sénat; ce qui empêchera légalement toute manœuvre, tout désir de majorisation malsaine.

Le commentaire du « Standaard » arrive à son heure pour montrer son opportunité. »

* * *

A. 4. « Le Peuple » du jeudi 27 juillet 1961, décrivait, dans un article « La proposition d'un groupe de députés socialistes ».

« Cette proposition, visant à instaurer le fédéralisme, est signée par Simon PAQUE et, conjointement, par Lucien HARMEGNIES, CUGNON, MASSART, NAZE et Justin PEETERS.

En venant alors aux remèdes, la proposition estime indispensable une révision constitutionnelle, et elle se prononce pour le fédéralisme :

La plupart des esprits sérieux de Wallonie pensent qu'il faut adapter le plus tôt possible la Constitution de la Belgique à la situation que nous venons de décrire succinctement. Il serait dangereux, pour l'existence même de la Belgique, de conserver obstinément une structure qui ne répond plus aux nécessités du temps et contre laquelle s'insurgent la grande majorité des Wallons.

Nous pensons que seul un régime fédéral est de nature à permettre à la Wallonie, au sein de la Belgique, d'assurer le développement culturel, économique et social auquel elle a droit, comme tous les peuples du monde. Refuser de le comprendre, ce serait, tôt ou tard, courir aux abîmes.

Des propositions en ce sens furent faites, sur le plan parlementaire, déjà en 1947, puis en 1952. C'est cette proposition du 3 juin 1952 qui a été reprise par les auteurs du présent texte.

A leur sens, un régime fédéral doit s'inspirer des formules suivantes :

— Réforme structurelle de la Belgique sur la base de la reconnaissance de deux communautés ethniques : la communauté wallonne et la communauté flamande; et de trois entités territoriales : la Wallonie, la Flandre et le territoire fédéral formé par l'agglomération bruxelloise.

— Création d'une Chambre wallonne et d'une Chambre flamande disposant de larges pouvoirs culturels, économiques et sociaux.

— Option des habitants de l'agglomération bruxelloise pour la qualité de Wallon ou de Flamand.

— Attributions de garanties constitutionnelles dans le domaine culturel aux habitants de l'agglomération bruxelloise.

— Création d'un Conseil général du territoire bruxellois disposant de pouvoirs limités.

— Représentation paritaire des Wallons de Wallonie et des Wallons de Bruxelles, d'une part; des Flamands de Flandre et des Flamands de Bruxelles, d'autre part, au sein d'un Parlement fédéral.

* * *

B. 1. Résolution du Congrès des Socialistes Wallons de juin 1959.

Le Congrès socialiste wallon :

— DENONCE le caractère partisan et démagogique du projet de loi Lefèvre qui a pour conséquence d'augmenter le nombre de sièges parlementaires sans attendre le prochain recensement comme le veut la loi de 1878 et d'accorder une prime électorale au parti libéral;

— ALERTE tous les Wallons devant le grave danger que représenterait le vote de ce projet en entraînant la présence pour la première fois à la Chambre et au Sénat d'une majorité absolue des arrondissements flamands;

— CONFIRME que, seul, un régime fédéral à trois permettrait aux régions qui composent la Belgique et en particulier à la Wallonie, de mener une politique de progrès et d'expansion dans la liberté de chaque peuple à disposer de lui-même;

— ESTIME que, ni avant ni après le recensement, les Wallons ne peuvent accepter la perspective d'une majorité absolue d'élus des arrondissements flamands sans obtenir, **AU PREALABLE**, la garantie que leurs droits de peuple seront respectés;

— RECLAME comme garantie urgente et minimum, le remplacement du Sénat par une Chambre des Régions dans laquelle les communautés flamande et wallonne seront représentées paritaire-ment et la communauté bruxelloise équitablement, étant entendu que cette Chambre sera élue au suffrage universel et possédera toutes les prérogatives de la Chambre des Représentants;

— SALUE fraternellement les socialistes flamands et bruxellois qui ont tous reconnu, au dernier Congrès national du P.S.B., que des solutions organiques sauvegardant les droits de la Wallonie doivent intervenir.

* * *

B. 2. Résolution du Congrès des Socialistes Wallons des 23 et 24 septembre 1961 :

Le Congrès des socialistes wallons, réuni les 23 et 24 septembre 1961 à Charleroi,

Constatant que la politique centralisatrice accentuée de plus en plus le profond malaise et la détérioration économique de la Wallonie et qu'il est urgent de garantir pour celle-ci le droit de déterminer elle-même les voies de son épanouissement économique, social et culturel dans le cadre de la Belgique,

Confirmant ses résolutions antérieures réclamant l'instauration d'un régime fédéral,

Réclame à cet effet le respect de l'engagement pris par l'actuel Gouvernement et sa majorité de soumettre au Parlement une déclaration de révision constitutionnelle,

Rappelle en tout cas que la Wallonie et ses mandataires ne pourraient accepter le dépôt et le vote du projet adaptant le nombre de sièges parlementaires qu'à la condition qu'ils soient liés à des garanties concrètes et simultanées pour éviter la mise en minorité définitive de la Wallonie.

Le Congrès, tout en admettant l'interdépendance des économies wallonne et flamande dans le cadre d'une Europe qui s'unifie,

Considère que l'attribution de compétences économiques et sociales aux pouvoirs fédérés permettra à la Wallonie de compléter son équipement de base et de déterminer librement ses structures,

Réclame des mesures immédiates de décentralisation dans l'élaboration et l'exécution des programmes d'équipement, ainsi que des initiatives rapides visant à compenser la perte de substance dont sont frappées plusieurs régions wallonnes.

Le Congrès considère que la procédure qui conduira à la réalisation du fédéralisme doit se dérouler en trois étapes :

1) élaboration dans les six prochains mois, dans le cadre du Congrès, d'un projet précis de statut fédéral;

2) confrontation à l'intérieur du Parti, entre socialistes flamands, bruxellois et wallons;

3) négociation, sur les bases de l'accord ainsi réalisé, avec les différents partis politiques.

Le Congrès décide de créer à cette fin un Comité permanent d'Etudes et d'Action.

Le Congrès affirme que les revendications posées et les mesures de sauvegarde réclamées ne sont en rien dirigées contre les travailleurs et le peuple flamand, mais visent à réaliser le développement de toutes les communautés dans le respect et la coordination des intérêts des unes et des autres.

* * *

B. 3. Résolution du Congrès des Socialistes Wallons des 31 mars et 1er avril 1962.

Le Congrès des Socialistes Wallons, réuni à Charleroi le 31 mars et le 1er avril 1962,

Constatant que les objectifs fixés à Saint-Servais en janvier 1961 et à Charleroi en septembre de la même année, restent les seuls aptes à satisfaire les aspirations légitimes de la Wallonie.

QUANT AU PROJET DE FEDERALISME :

Marque son accord sur les principes fondamentaux d'un statut fédéral, tels qu'ils ont été présentés par le Comité permanent, et les retient avec les amendements suivants, comme base de discussion :

1) Plénitude de compétence des Etats fédérés et de la capitale fédérale, compte tenu des mesures d'harmonisation résultant du cadre fédéral belge et du Marché commun;

2) Plus spécialement :

a) **Au plan économique** : droit pour les trois entités de procéder aux réformes de structures, impliquant la planification régionale, l'initiative industrielle publique, la révision du droit foncier et le statut de la propriété, la réforme agraire, l'appréciation de l'utilité publique et l'organisation fondamentale de l'économie;

b) **Au plan social** : reconnaissance aux trois entités des compétences les plus larges, notamment en matière de santé et de sécurité sociale, y compris les mesures démographiques;

c) **Au plan financier** : le droit de contracter des emprunts, d'organiser l'épargne et de diriger leur propre politique de crédit;

Réaffirme que le fédéralisme ainsi conçu constitue un puissant moyen d'améliorer les conditions de vie des travailleurs, sans pour autant rompre leur solidarité tant sur le plan belge qu'international.

QUANT AUX MESURES IMMEDIATES :

Marque son accord sur les objectifs définis par le Comité permanent tout en mettant l'accent sur les points suivants :

1) **Sur le plan politique**, les socialistes wallons ne pourront voter l'adaptation du nombre de sièges parlementaires avant qu'un accord formel soit intervenu au nom des partis pour l'institution d'un Sénat paritaire ou tout autre moyen offrant des garanties effectives contre la minorisation de la Wallonie.

Le Congrès préconise la décentralisation au profit de pouvoirs régionaux démocratiquement organisés;

2) **Sur le plan de l'enseignement et de la culture**,

Le Congrès : réclame une autonomie culturelle véritable, la révision du fonctionnement des commissions parlementaires, la création d'un Conseil supérieur wallon de l'Education et de la Culture, ainsi que la création d'un Centre universitaire complet dans le Hainaut;

Proclame la primauté effective de la langue française en Wallonie et exige un libre choix des langues vivantes;

S'oppose au renforcement du bilinguisme individuel préconisé par les projets actuellement en discussion au Parlement et réclame l'application de solutions basées sur l'unilinguisme de la Wallonie;

3) Sur le plan économique et social,

Revendique une représentation paritaire dans tous les organismes à incidences économiques et sociales, ainsi qu'une politique décentralisée qui, notamment, permet à la Wallonie d'amorcer un redressement indispensable au développement de son économie et au salut de sa population. Cette politique de décentralisation étant effectuée au profit de grandes régions socio-économiques définies et structurées;

Insiste sur le fait que ces mesures transitoires ne constituent pas un substitut du fédéralisme et, en aucun cas, un aboutissement.

QUANT A L'ACTION DES SOCIALISTES WALLONS,

confirme le Comité permanent dans ses fonctions et lui assigne les tâches suivantes :

- a) adaptation du projet de fédéralisme sur base et décisions du présent Congrès;
- b) examen des problèmes spécifiques qui se présentent aux socialistes wallons.

* * *

C. 1. Déclaration du Congrès National du P.S.C. à Ostende, les 1, 2 et 3 décembre 1961.

POUVOIR LEGISLATIF.

Au cours des dernières années, certaines questions ont divisé profondément les citoyens de ce pays.

La prochaine revision constitutionnelle devrait permettre d'apporter les aménagements indispensables au bon fonctionnement et à la cohésion de l'Etat belge.

Le P.S.C. estime notamment qu'elle devrait disposer que, dans certaines matières, un vote ne pourrait être acquis qu'à une majorité des deux tiers dans les deux Chambres. Ainsi, certaines matières législatives échapperaient à la règle des majorités simples, sans toutefois être soumises à la procédure de la revision constitutionnelle qui doit rester exceptionnelle.

Appliquée à certains domaines particulièrement importants tels que, par exemple : les règles régissant les rapports entre les deux communautés culturelles, les questions idéologiques, les principes contenus dans le Pacte scolaire, la législation électorale, cette majorité des deux tiers offrirait une garantie réelle pour les deux communautés et renforcerait grandement la stabilité de règles essentielles pour l'unité et la cohésion du pays.

* * *

C. 2. Extrait du projet de loi Spinoy, adopté par le Gouvernement et consacré aux Sociétés de développement régional.

L'objet des S.D.R. est, d'après le projet gouvernemental :

- 1) d'étudier les problèmes économiques de la région;
- 2) de susciter les initiatives publiques ou privées qui sont de nature à favoriser le développement régional;

- 3) de donner avis sur toute matière intéressant spécifiquement le développement de la région, soit à la requête des autorités, soit d'initiative;

- 4) de participer à la représentation de la région au sein d'organisations consultatives nationales, dans les cas et selon les modalités qui sont fixés par la loi ou par le Roi;

- 5) de concourir, dans les cas et selon les modalités qui sont fixés par la loi ou par le Roi :

- a) à l'établissement des plans de développement et d'aménagement de la région;

- b) à l'établissement des programmes à long et à court termes de réalisation de ces plans;

- c) à l'exécution de ces programmes de réalisation des plans;

- 6) d'acquérir les immeubles bâtis ou non bâtis, de les aménager, d'y construire des ouvrages ou bâtiments, en vue de les vendre, de les concéder ou de les louer, avec charge d'y établir de nouvelles entreprises ou d'y étendre l'activité d'entreprises déjà existantes;

- 7) d'acquérir des immeubles industriels désaffectés, de les remettre éventuellement en état ou d'y procéder à la démolition des constructions, en vue de les vendre, de les concéder ou de les louer, avec charge de les affecter à des fins conformes à l'intérêt économique, social, culturel ou sanitaire de la région, ou en vue de contribuer par cette remise en état ou cette démolition à la valorisation du site à des fins conformes à l'aménagement de la région;

- 8) d'exécuter, en dehors des limites des immeubles visés aux 6) et 7), les travaux énumérés ci-après :

- a) construction de nouvelles routes ou aménagement de routes existantes, reliant les immeubles à la voirie existante;

- b) construction de voies de raccordement reliant les immeubles aux lignes de chemin de fer existantes;

- c) construction de quais et autres ouvrages propres à faciliter l'accostage ou la manœuvre de bateaux, en vue de les charger ou décharger au voisinage direct des immeubles;

- d) construction de canalisations, de conduites ou d'autres ouvrages propres à assurer, soit l'adduction d'eau aux immeubles, soit l'évacuation des eaux à partir des immeubles ou l'évacuation des résidus à la fabrication des entreprises qui s'y installent;

- 9) de construire et gérer certains ouvrages ou installations et de prester certains services, propres à favoriser l'activité, le développement ou la modernisation des entreprises;

- 10) d'exécuter, à la demande de l'Etat et aux frais de celui-ci, toute mission d'intérêt général, propre à contribuer au développement économique et social de la région;

- 11) d'exécuter, à la demande de communes ou de provinces affiliées et aux frais de ces dernières, toute mission d'intérêt général, propre à contribuer au développement économique et social de la région.

Les S.D.R. seront provinciales.

Leur capital sera composé de la manière suivante :

— 15 % Etat;

— 55 % Province et Communes (avec 15 % minimum à la Province et 15 % minimum aux Communes);

— 15 % aux Syndicats;

— 15 % au Privé.

Les S. D. R. fonctionnent sur base de leur capital et de leurs recettes (s'il y en a), des subventions du Pouvoir unitaire et d'emprunts auprès du Crédit communal.

Elles seront contrôlées par des commissaires du gouvernement qui auront le droit de veto absolu.

Les institutions actuelles (intercommunales, sociétés d'industrialisation et d'expansion) seront fusionnées ou absorbées par les S. D. R. ou, si elles décident de subsister, elles seront sous la tutelle des S. D. R. (Le gouvernement ne confiera plus des travaux qu'aux S. D. R., et celles-ci devront autoriser certaines activités des institutions actuelles.)

* * *

C. 3.

COMPOSITION ACTUELLE DU SENAT

Groupe flamand : 95 sénateur.

P. S. C.	SOCIALISTES	LIBERAUX
29 élus directs	16 élus directs	5 élus directs
14 » provinciaux	5 » provinciaux	1 élu provincial
2 » brabançons	3 » brabançons	0 brabançon
7 » cooptés	4 » cooptés	1 élu coopté
3 » bruxellois	3 » bruxellois	0 bruxellois
—	—	—
55	31	7
		2 VOLKSUNIE

Groupe wallon et francophone : 82 sénateurs.

P. S. C.	SOCIALISTES	LIBERAUX
12 élus directs	22 élus directs	3 élus directs
7 » provinciaux	9 » provinciaux	3 » provinciaux
1 élu Brab. (Brux.)	1 élu brab. wallon	2 » Brab. (1 Wall. et 1 Brux.)
3 élus bruxellois	4 élus bruxellois	3 » bruxellois
4 » cooptés	6 » cooptés	1 » coopté
—	—	—
27	42	12
	1 COMMUNISTE	élu direct.

Majorité socialiste absolue de justesse : 42 sur 82 !

Groupe wallon (sans les 16 francophones bruxellois : 66 sénateurs.

P. S. C.	SOCIALISTES	LIBERAUX
18 élus directs	22 élus directs	3 élus directs
7 » provinciaux	9 » provinciaux	3 » provinciaux
2 » cooptés	1 élu Brab. (Wall.)	1 élu brab. wallon
—	4 élus cooptés	1 élu coopté
21	—	—
	36	8
		1 COMMUNISTE

Les socialistes ont donc 36 sièges sur 66, soit la majorité absolue.

COURRIER SOCIALISTE EUROPEEN

SERVICE DE PRESSE du Bureau de liaison des partis socialistes de la Communauté Européenne
et du Groupe Socialiste du Parlement Européen

- Luxembourg 19, rue Beaumont.
- Tél. 21921 - Telex : Parleurolux 494

REPRODUCTION AUTORISEE

N° 24 - 1962

PROGRAMME POUR UNE ACTION
COMMUNE DES PARTIS SOCIALISTES
DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Le Programme pour une action commune des partis socialistes de la Communauté européenne a été adopté par le 5ème Congrès des partis socialistes de la Communauté européenne (Paris, 5 et 6 novembre 1962).

- Paraît au moins une fois par mois -

Abonnements: 1 an: 200 frs lux., 6 mois: 120 frs lux.. Banque: Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Luxembourg. Compte N° 26.356 du Courrier Socialiste Européen. - Les articles qui paraissent dans ce bulletin n'expriment pas nécessairement l'opinion des éditeurs.

PREAMBULE

Les partis socialistes de l'Europe en voie d'unification, se rassemblent en une forte unité dans leur lutte pour la réalisation d'un régime de droit européen sur les bases de la liberté de pensée, de la justice et de la solidarité. Ils sont conscients de se trouver aux côtés des socialistes du monde entier dans leur désir de réaliser un monde de paix et de liberté, un monde d'où seront bannis l'exploitation et l'asservissement, un monde dans lequel l'épanouissement de la personnalité de chacun fondera le progrès et la prospérité de l'humanité tout entière. Pour réaliser ces idéals, la création d'un régime de droit englobant le monde entier et trouvant son fondement dans la solidarité internationale est indispensable. Une Europe qui aura triomphé de ses divergences intérieures et qui s'unit de plus en plus étroitement, pourrait être l'élément moteur de l'édification d'un tel régime de droit mondial. La réalisation progressive des Etats-Unis d'Europe, sur la base de la démocratie, de la solidarité et de la justice sociale, favorisera en même temps le développement du socialisme.

CHAPITRE PREMIER

Justification des efforts entrepris en vue de réaliser
l'intégration européenne

Le Socialisme se trouve à l'avant-garde de la lutte pour l'intégration européenne, convaincu :

- que cette intégration réduira les oppositions historiques qui, dans le passé, ont été si néfastes à l'Europe ;
- que, dans un monde en évolution vers des ensembles économiques et politiques toujours plus grands, l'Europe devra s'ériger en une unité durable ;
- que les relations toujours plus étroites qui se sont nouées dans de nombreux domaines entre les peuples européens, sont la preuve de l'insuffisance grandissante des mesures unilatérales prises par les autorités nationales et de la nécessité de mener une politique commune par delà les frontières des Etats ;
- qu'un Marché Commun européen, à condition qu'il soit dirigé systématiquement, favorise une utilisation plus efficace des facteurs de production et augmente dès lors la quantité des biens et services mis à la disposition de la collectivité, ce qui rend plus féconde la lutte pour leur plus juste répartition.

CHAPITRE II

L'Europe dans la perspective socialiste

Les Partis socialistes luttent pour l'instauration

- a) d'un régime politique européen, dans lequel
 - les divers Etats délèguent une part de leur souveraineté aux institutions européennes ;
 - le pouvoir exécutif est soumis à un contrôle démocratique efficace tant sur le plan européen que national ;
 - les droits et les libertés des individus et des minorités sont garantis.
- b) d'un ordre économique, dans lequel
 - les intérêts de l'Europe, prise comme entité, dépassent les intérêts propres des Etats afin d'en assurer une synthèse harmonieuse ;
 - l'autorité européenne et les gouvernements nationaux collaborent en vue d'orienter méthodiquement l'économie afin d'assurer une croissance économique équilibrée et continue ainsi qu'une répartition équitable de la prospérité ;
 - l'usage de la propriété et l'utilisation des moyens de production sont subordonnés à l'intérêt général.
- c) d'une politique sociale ayant pour but
 - l'amélioration de la situation professionnelle et sociale des travailleurs dans la société ;
 - la garantie donnée à chacun d'obtenir des chances égales de formation et d'épanouissement de la personnalité.
- d) d'une vie culturelle,
 - qui rende accessible à toutes les couches sociales la richesse et la variété de la culture européenne ;

- où l'enseignement et les moyens d'information collective favorisent la solidarité internationale.

e) d'un droit international

- qui garantisse la liberté, la justice et la paix à tous les peuples et à tous les êtres humains.

CHAPITRE III

L'organisation politique de l'Europe

1. Tous les peuples de l'Europe doivent se réunir au sein d'une organisation politique.

Les lignes de partage qui entravent l'épanouissement de l'Europe doivent disparaître, tandis que se maintiendra la pluralité de caractère, de vocation et de culture des peuples.

2. L'Europe doit être dotée d'une structure fédérale. Le pouvoir exécutif européen sera soumis à un contrôle parlementaire. Le pouvoir législatif ne peut être exercé que par un Parlement européen éventuellement composé de deux Chambres.
3. Cette Europe devra être une Europe démocratique où :
 - les gouvernements s'appuieront sur des parlements librement élus et seront responsables devant eux ;
 - les droits et les libertés démocratiques tels qu'ils se trouvent formulés dans la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, seront reconnus par tous les pays ;
 - tous les citoyens seront égaux devant la loi sans distinction de naissance, de sexe, de croyance, de langue ou de race ;
 - l'indépendance de la justice sera assurée ;
 - les citoyens seront protégés contre l'arbitraire des autorités publiques ;
 - la force armée sera subordonnée aux organes politiques de la démocratie ;
 - la démocratie sera protégée contre ses ennemis.
4. L'intégration économique conformément aux traités instituant la C.E.E., la C.E.C.A. et l'Euratom, est une étape importante vers l'unification de l'Europe. Les partis socialistes européens réclament une mise en oeuvre rapide et intégrale des dispositions de ces traités et en particulier de celles qui tendent

à la suppression des obstacles qui s'opposent au bon fonctionnement du Marché Commun et à l'application d'une politique économique, financière et sociale commune.

5. Le processus d'intégration réclame :

- qu'un Exécutif européen unique en soit chargé ;
- que cet Exécutif unique soit doté de pouvoirs suffisants pour appliquer les dispositions des traités européens ;
- que la Communauté possède ses propres ressources fiscales.

6. Le renforcement progressif de l'autorité communautaire devra aller de pair avec un élargissement des pouvoirs du Parlement européen qui devra disposer, avant la fin de la période transitoire, de prérogatives suffisantes pour lui permettre de remplir pleinement la mission de contrôle et la tâche législative qui sont les siennes.

L'organisation d'élections européennes au suffrage universel direct devra créer des liens solides entre le Parlement et les peuples européens.

7. L'intégration économique rend de plus en plus nécessaire une coopération politique plus étroite entre les pays de la Communauté. Cette intégration politique ne devra cependant pas empêcher le renforcement de la coopération atlantique dans les domaines de la politique étrangère et de la défense. Elle ne pourra créer aucun retard dans le processus d'intégration économique. L'intégration politique, comme l'intégration économique, présupposent que les Etats membres délèguent certains droits souverains aux institutions européennes.

8. La Communauté européenne doit être ouverte à tous les pays d'Europe qui :

- sont prêts à accepter les principes et les objectifs des traités européens ;
- sont à même de respecter les obligations découlant de leur adhésion ;

- sont dotés d'un régime politique démocratique et qui rejettent toute forme d'absolutisme politique, de dictature et de régime autoritaire ;
- sont disposés à participer à la création progressive d'un pouvoir politique communautaire.

9. Des accords d'association peuvent être conclus avec des pays démocratiques dont la situation économique particulière ne leur permet pas d'adhérer à la Communauté. Leur association sera transformée en adhésion aussitôt que leur situation économique le permettra. La Communauté doit contribuer au renforcement de la structure économique de ces pays. Par ailleurs, elle doit favoriser l'évolution démocratique des pays qui désirent s'associer à elle.
10. Des accords d'association peuvent être conclus avec des pays européens qui sont à même, du point de vue économique, d'adhérer à la Communauté, mais qui estiment ne pouvoir le faire pour des raisons d'ordre politique. Ces accords, qui fixeront le mode de coopération économique et commerciale entre ces pays et la Communauté, ne devront toutefois pas retarder le processus d'intégration de celle-ci. Un équilibre doit être établi entre les avantages accordés aux Etats associés et la mesure dans laquelle ceux-ci sont prêts à harmoniser leur politique économique et commerciale avec celle de la Communauté.

CHAPITRE IV

L'organisation économique de l'Europe

1. Le socialisme rejette toute organisation totalitaire de l'économie, telle qu'elle est notamment conçue sous le régime soviétique, parce qu'elle asservit l'homme. Il s'élève également contre le libéralisme économique qui engendre le gaspillage des forces productives et favorise certains groupes d'intérêts. Le socialisme se fait le promoteur d'une politique économique planifiée, établissant un équilibre entre l'organisation et la liberté. Le libre choix du consommateur et la garantie du libre choix de la profession et du lieu de travail doivent être préservés et il faut laisser une large place à l'épanouissement de la personne dans le cadre du métier et de la profession.
2. La politique économique de la Communauté doit tendre vers
 - un essor économique constant,
 - un développement harmonieux de toutes les branches de l'économie en général, évitant toute autarcie,
 - le plein-emploi,
 - la stabilisation du niveau des prix,
 - l'équilibre de la balance des paiements et la stabilité monétaire,
 - la répartition plus équitable des revenus et des richesses afin de permettre une amélioration constante du niveau de vie et des conditions de travail et l'utilisation totale des qualités et capacités de chacun.

Une politique économique commune élaborée par un bureau européen de planification est indispensable à la réalisation de cet objectif.

L'Exécutif européen doit disposer de pouvoirs suffisants pour faire en sorte que la politique économique et financière des Etats membres contribue à assurer, avec l'approbation du Parlement européen, une expansion économique équilibrée de l'ensemble de la Communauté.

Cette croissance économique équilibrée présuppose la définition et la mise en oeuvre d'une politique de développement régionale qui permette d'éliminer les déséquilibres existants, en favorisant la création des infrastructures nécessaires et en encourageant les implantations industrielles.

Les autorités publiques des divers Etats doivent disposer des instruments nécessaires pour utiliser au maximum les forces productives, afin de satisfaire de manière efficace les besoins de l'individu et de la collectivité et de garantir une répartition équitable des revenus et des richesses.

3. Dans de nombreux secteurs de l'économie européenne, la concurrence est fortement réduite et la puissance économique se concentre de plus en plus entre les mains de quelques entreprises. Cette évolution peut compromettre le développement harmonieux de toutes les forces économiques. Elle nuit aux intérêts des consommateurs et risque de les priver des avantages pouvant résulter d'une meilleure division du travail à l'intérieur de la Communauté. Elle favorise en outre une répartition inéquitable des revenus et des richesses.
4. Une réforme de ces rapports de puissance doit tendre à subordonner la propriété des moyens de production et leur mise en oeuvre au bien-être de l'ensemble de la Communauté. Les institutions européennes doivent être dotées de pouvoirs nécessaires pour prévenir tout abus de puissance économique. Lorsque les moyens dont dispose la Communauté sont insuffisants pour empêcher l'abus d'une position économique dominante et pour assurer l'accomplissement efficace de certaines tâches d'intérêt public, les entreprises en cause peuvent être transférées à la propriété publique ou être réorganisées de façon à respecter l'intérêt commun.

Les concentrations d'entreprises qui dépassent une certaine ampleur, doivent être soumises à autorisation préalable.

Lorsqu'il y a présomption d'abus de position économique dominante, les institutions de la Communauté doivent ouvrir une enquête.

5. Une politique européenne en matière d'ententes exige
- un contrôle préalable des accords entre entreprises ;
 - une large publicité des accords de caractère général admissibles et non admissibles ;
 - la création d'un organisme de contrôle chargé de surveiller les modalités d'application de certains accords et de rechercher les accords qui n'auraient pas été notifiés.

L'Exécutif européen devra être doté de pouvoirs suffisants pour garantir dans tous les Etats membres une politique commune en matière d'ententes.

6. Il faut en outre viser à réformer la structure des entreprises de manière que les intérêts des travailleurs, de la collectivité et des consommateurs soient respectés au même titre que ceux des bailleurs de fonds.
7. La législation sur les sociétés des pays de la Communauté doit prévoir une large publicité pour les grandes entreprises.
8. Le développement des entreprises viables de petite et de moyenne importance et le groupement d'entreprises de caractère coopératif doivent être stimulés.

A. La politique européenne de l'énergie

9. La politique européenne de l'énergie doit garantir un développement systématique de l'industrie européenne de l'énergie dans tous ses domaines.

L'objectif de la politique énergétique est de créer des possibilités permanentes d'approvisionnement en énergie à des prix raisonnables.

Une telle politique suppose :

- a) que le développement de l'industrie de l'énergie et la politique des entreprises soient réglés sur l'évolution de la production d'énergie ;
- b) qu'une part importante des besoins en énergie soit couverte par des sources d'énergie européenne ;

- c) que l'approvisionnement en énergie soit assuré à longue échéance de façon régulière et continue;
 - d) l'application socialement justifiable de mesures qui se révèlent indispensables pour assainir l'économie énergétique.
10. Pareille politique ne pourra cependant être mise en oeuvre que si les autorités européennes sont dotées de pouvoirs suffisants :
- a) pour amener systématiquement une adaptation de l'industrie énergétique aux modifications structurelles qui résultent du développement de l'industrie du pétrole, du gaz naturel et de l'industrie nucléaire, notamment aussi par une politique d'investissement systématique dans le secteur de l'énergie;
 - b) pour éviter que des sociétés privées n'abusent de leur position dominante; parmi les mesures adéquates figure notamment l'intervention d'entreprises énergétiques nationalisées.
11. Il est d'autre part indispensable de maintenir les coûts d'extraction du charbon aussi bas que possible grâce à la rationalisation et à la mécanisation, et, le cas échéant, par une concentration de l'exploitation sur des gisements bien situés.
12. En outre, il y a lieu de garantir, dans les régions où la réduction de l'exploitation ou la fermeture des entreprises se révèle indispensable, que
- des emplois nouveaux soient créés grâce à l'implantation d'entreprises nouvelles;
 - les mesures visant la réadaptation des travailleurs en cause soient suffisamment encouragées;
 - les intérêts sociaux des travailleurs soient assurés.
13. Le développement de l'énergie nucléaire devra être poursuivi avec un effort soutenu en vue de la construction de centrales nucléaires pour l'approvisionnement de l'Europe en énergie à des prix compétitifs.

B. La politique agricole européenne (1)

14. Une politique agricole bien conçue doit tenir compte des caractéristiques qui distinguent l'agriculture des autres branches d'activité, telles les méthodes de production qui lui sont propres, son étroite dépendance à l'égard des phénomènes naturels; l'orientation de sa production vers la satisfaction des besoins essentiels et le lien étroit entre l'habitat et le travail.
15. L'intérêt des agriculteurs et celui des consommateurs rendent indispensable la mise en oeuvre d'une politique structurelle exigeant la création et le maintien d'exploitations modernes et saines gérées par des exploitants et des travailleurs spécialisés et qualifiés, et dont la production est écoulée sur un marché rationnellement organisé. Cette organisation du marché doit assurer la sécurité d'existence et des revenus équitables, comparables à ceux des autres secteurs de l'économie, à tous ceux qui sont indispensables à la production. Elle doit satisfaire les besoins des consommateurs à des prix stables. La politique agricole de la Communauté d'une part, et la politique commerciale et de développement, d'autre part, doivent être harmonisées.
16. La politique agricole pratiquée dans la Communauté doit avoir pour but d'harmoniser les mesures prises dans les divers Etats en matière d'organisation du marché et de créer sur le plan régional une organisation européenne du marché.
17. Une politique foncière rationnelle doit être pratiquée. Cette politique doit garantir les intérêts généraux attachés à l'utilisation de la terre et doit prévenir le morcellement des exploitations agricoles familiales et la spéculation foncière. Une attention toute particulière doit être réservée au renforcement de la position juridique du fermier.

(1) Les partis socialistes de la Communauté européenne ont déjà fait connaître en détail, dans un programme agricole distinct, leurs conceptions de la politique agricole européenne (cf. Courrier socialiste européen n° 29/1961 : Programme agricole des partis socialistes des pays membres de la Communauté économique européenne). On s'est contenté de reprendre ici les points essentiels de ce programme.

18. Les exploitations familiales de dimensions appropriées à la nature de la production, ainsi que le développement des coopératives agricoles de production et de vente doivent être encouragés.
19. Les principes de liberté de production, de libre-échange et de libre formation des prix ne peuvent être appliqués dans l'agriculture que dans le cadre d'une politique officielle efficace, fondée sur une connaissance aussi précise que possible de la demande réelle à venir et visant à réglementer la production, le stockage, la formation des prix et l'écoulement des produits.

Il faudra, dans toute la mesure du possible, que l'aide aux producteurs soit dirigée. Cette aide doit de préférence être accordée en vue d'investissements indispensables qui ont pour objet de diminuer les coûts.

20. La vie à la campagne sera profondément modifiée par suite surtout des changements de structure et parce que de nombreuses régions sortiront de leur isolement en raison de l'évolution sociale de notre monde. Une partie toujours plus importante de la population active devra chercher des possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture. Les pouvoirs publics devront, en étroite coopération avec les organisations sociales intéressées, mettre tout en oeuvre pour faciliter, dans toute la mesure du possible ce processus de réadaptation et de reconversion.

C. La politique européenne des transports

21. La politique commune doit tendre à créer un système rationnel de transports fondé sur la notion de services publics et à former des entreprises de transports saines et rentables. Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de réglementer les conditions de concurrence de manière à tenir pleinement compte des aspects propres aux transports, tels que, par exemple, la structure divergente du marché des divers modes de transports, les fluctuations de la demande, la part considérable des coûts fixes dans les coûts totaux des entreprises de ce secteur.

22. La politique commune des transports doit se fonder sur les principes suivants :

- réduire autant que possible les coûts globaux, notamment en adaptant la capacité des moyens de transports aux besoins réels;
- les pouvoirs publics doivent traiter les différents secteurs des transports sur un plan de réelle égalité et combattre toutes distorsions des conditions de concurrence entre les différents modes de transports;
- les pouvoirs publics doivent s'abstenir, à moins que des considérations impératives d'intérêt général ou d'ordre social ne l'imposent, de fixer des tarifs de transports, qui ne permettent pas de couvrir les coûts effectifs des entreprises intéressées. Au cas où des exigences de politique ou de politique régionale devraient malgré tout le rendre indispensable, il y aurait lieu de rembourser les pertes aux entreprises de transport.

23. Les dispositions qui, dans le domaine de la politique des transports, gênent l'établissement d'une saine concurrence à l'intérieur de la Communauté, doivent disparaître aussi rapidement que possible. Dans ce but, il faut notamment prévoir les mesures suivantes :

- suppression des discriminations, en matière de prix et de conditions de transport, pratiquées en raison du pays d'origine ou de destination des marchandises transportées;
- suppression des tarifs de soutien des transports qui ne sont pas entièrement justifiés par des considérations impérieuses d'intérêt général ou d'ordre social;
- suppression ou atténuation de la rupture de charge aux frontières de la Communauté et abaissement des prélèvements et des droits d'entrée exigés au passage des frontières.

24. En vue d'assurer le bon fonctionnement du marché des transports, la Communauté doit élaborer une réglementation concernant non seulement l'octroi des licences pour les transports routiers européens mais également pour la participation des entrepreneurs d'autres pays de la Communauté aux transports nationaux sur le territoire d'un pays déterminé.

CHAPITRE V

L'organisation sociale de l'Europe

1. Les institutions européennes et les gouvernements nationaux doivent agir de manière à faire reposer l'organisation sociale de l'Europe sur des principes de justice sociale. Ils devront réaliser notamment les objectifs suivants :
 - augmenter la part des salariés dans le revenu national et réduire les écarts entre le niveau de prospérité des travailleurs dans les divers pays de la Communauté;
 - réaliser un régime efficace de sécurité sociale assurant un degré élevé de protection contre les risques essentiels;
 - démocratiser la vie économique tant sur le plan européen que sur les plans nationaux, en permettant aux travailleurs et à leurs représentants de prendre une plus large part aux décisions économiques et en leur permettant de jouer pleinement le rôle qui est le leur en ce domaine, en renforçant et en élargissant notamment le droit des travailleurs, ou de leurs représentants, de participer aux décisions prises dans la branche d'industrie dont ils font partie et dans l'entreprise individuelle.
2. Les régimes de sécurité sociale, en vigueur dans les différents pays de la Communauté, diffèrent notablement quant au financement, à la couverture des risques, au niveau et à la durée des prestations. Ces divers régimes devront être harmonisés dans le progrès de façon telle que dans l'ensemble ils puissent être considérés comme équivalents. Les législations nationales de sécurité sociale devront être améliorées afin de couvrir plus complètement ceux des risques sociaux insuffisamment couverts aujourd'hui.
3. Il est indispensable de mettre fin aux différences qui existent encore entre les rémunérations et les conditions de travail des travailleurs féminins et masculins. Les gouvernements nationaux devront mettre tout en oeuvre pour que le principe

"à travail égal, salaire égal" devienne le plus rapidement possible une réalité.

4. Dans de nombreuses régions de la Communauté, il est indispensable d'améliorer, dans les plus brefs délais, les conditions d'habitation, en particulier en faveur de ceux dont les revenus sont les moins élevés. C'est la raison pour laquelle il est indispensable d'amplifier les programmes visant à réaliser une politique sociale du logement.
5. Une plus grande attention doit être consacrée à améliorer et à étendre l'orientation et la formation professionnelles.
6. On constate à l'intérieur de la Communauté une différence entre le niveau de prospérité de diverses régions. Certaines d'entre elles connaissent une expansion importante tandis que d'autres, quelquefois agricoles, quelquefois axées sur des industries en déclin, sont caractérisées par un chômage structurel important et par un développement économique très insuffisant. Il est indispensable de mettre en oeuvre pour ces régions des plans généraux d'expansion. Ces plans doivent avant tout porter sur la création d'emplois, notamment en favorisant l'industrialisation. La réadaptation des travailleurs mérite la plus grande attention. Chaque fois que la nécessité s'en fera sentir, des mesures complémentaires devront être prises pour encourager une émigration, socialement acceptable, de main-d'oeuvre en provenance des territoires moins développés vers des régions qui manquent de travailleurs.
7. L'instauration progressive de la libre circulation de la main-d'oeuvre à l'intérieur de la Communauté doit s'accompagner d'une meilleure organisation du système d'information sur les possibilités et les conséquences de l'absorption de la main-d'oeuvre permanente ou saisonnière dans les différentes régions. Les travailleurs migrants doivent bénéficier des mêmes droits sociaux que les citoyens du pays où ils s'établissent et avoir l'assurance que les

autres membres de leur famille pourront les rejoindre le plus rapidement possible:

8. Le syndicalisme doit pouvoir se développer librement au sein de la Communauté. Le rôle important qu'il joue dans la société doit être reconnu notamment par la participation de ses représentants à l'élaboration de la future politique économique et sociale. Le droit de grève doit être garanti.

CHAPITRE VI

La politique culturelle de l'Europe

1. La Communauté doit poursuivre une politique culturelle active ayant pour objet :
 - de stimuler l'intérêt des plus larges couches de la population pour la culture, sous toutes ses formes;
 - de favoriser le libre épanouissement des forces culturelles;
 - d'éliminer les obstacles d'ordre économique, social et géographique gênant la participation de tous à la culture et à son développement.
2. Les pays de la Communauté doivent favoriser un système d'enseignement et d'éducation axé sur la formation de la personnalité et du sens des responsabilités civiques et sociales de l'adolescent.

La justice sociale exige que les entraves pécuniaires, qui empêchent l'accession aux différentes formes d'enseignement et d'instruction, soient éliminées le plus rapidement possible.
3. Il convient de créer rapidement une université européenne qui soit une institution communautaire permettant de se spécialiser dans les questions de coopération européenne.
4. Les pays de la Communauté devraient procéder à la reconnaissance légale de l'équivalence des diplômes de leurs établissements d'enseignement. Les divergences trop marquées des programmes scolaires qui pourraient empêcher cette reconnaissance doivent être éliminées.
5. Le rapprochement de nos peuples européens doit être favorisé par :
 - l'enseignement plus large des langues de la Communauté;
 - l'enseignement de l'histoire de l'Europe en tant qu'entité culturelle;
 - un échange plus intensif de programmes de radio et de télévision, d'intérêt pédagogique et culturel;

- des informations de presse détaillées et objectives;
- la multiplication des échanges et des contacts dans le domaine social, culturel et scientifique;
- le développement du tourisme social sans but commercial;
- la création d'une conscience européenne.

6. Un effort particulier devra être entrepris en faveur de l'éducation post-scolaire. Celle-ci doit permettre à tous les citoyens, quels que soient leur âge et leur degré d'instruction, d'avoir toujours plus largement accès à la culture.

CHAPITRE VII

La Communauté et le monde

1. La politique étrangère de la Communauté doit se caractériser par :
 - la volonté de rejeter et de combattre, partout dans le monde, le colonialisme, l'oppression et la discrimination raciale sous toutes ses formes;
 - la défense de la démocratie contre l'envahissement du communisme et tous les autres dangers totalitaires, notamment par une contribution efficace et consciente sur les plans politique, économique et militaire;
 - la recherche ininterrompue des possibilités d'arrêter la course aux armes atomiques en vue d'aboutir à un désarmement réciproque, garanti par un contrôle international, sans droit de veto, permettant la création d'un climat de réelle détente internationale;
 - une assistance accrue aux pays en voie de développement dans leur lutte contre la faim et la misère et une coopération qui renforcera la position de ceux-ci dans le contexte de l'économie mondiale;
 - l'appui aux efforts qui visent au remaniement de l'organisation des Nations Unies pour mieux la mettre en mesure d'assurer la paix et qui visent à favoriser l'établissement d'un ordre juridique mondial.
2. La coopération politique et militaire tendant à protéger le monde occidental doit être élargie et renforcée dans le cadre de l'OTAN. Les Etats-Unis, les pays de la Communauté et les autres pays associés, doivent collaborer étroitement au sein de l'OCDE afin de coordonner les projets d'assistance économique.

Les partis socialistes de la Communauté européenne se félicitent de ce que les U.S.A. soient disposés à discuter avec l'Europe unifiée de tous les moyens et de toutes les voies permettant la création d'un véritable "partnership" atlantique. Ils sont convaincus qu'une Europe unifiée peut, en tant que

partenaire des U.S.A., se charger de tâches importantes en ce qui concerne l'édification de nouveaux Etats et contribuer mieux encore à la solution des problèmes qui se posent actuellement aux nations libres du monde.

3. Le Conseil de l'Europe peut utilement contribuer à renforcer en de nombreux domaines la coopération entre les pays de la Communauté et les Etats membres du Conseil de l'Europe qui ne font pas partie de la Communauté.
4. La Communauté doit s'efforcer d'élaborer rapidement une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers. En définissant cette politique, la Communauté a le devoir d'être pleinement consciente des responsabilités qu'elle assume en tant que bloc le plus puissant du commerce mondial. C'est ainsi qu'elle aura à :
 - pratiquer une politique commerciale non-protectionniste et à poursuivre la suppression des restrictions commerciales dans le monde;
 - prendre ou à encourager des initiatives qui visent à stabiliser les prix des matières premières;
 - s'efforcer d'abaisser les tarifs extérieurs en faveur des produits tropicaux;
 - pratiquer une politique souple à l'égard des pays à faible structure économique dont elle constitue le principal débouché.
5. L'association entre la Communauté et un certain nombre de pays d'outre-mer, d'Afrique notamment, mérite une attention particulière. Liberté totale et coopération sur une base paritaire devront être les caractéristiques de cette association. D'autres pays africains doivent, s'ils le désirent, avoir la possibilité de participer à l'association.
6. Les pays de la Communauté doivent s'engager à verser une contribution annuelle fixe au Fonds de développement institué pour venir en aide aux pays associés. Les pays européens qui décident de coopérer avec la Communauté doivent prendre le même engagement. Lorsque le régime préférentiel existant en faveur de ces pays associés perdra de son importance, par la réduction des tarifs extérieurs de la Communauté, il faudra y suppléer par l'accroissement de l'aide directe.

7. Les ressources du Fonds de développement doivent être employées en particulier :
- à promouvoir l'enseignement et la formation professionnelle, notamment au niveau universitaire;
 - à réaliser des projets de développement;
 - à mettre en place l'infrastructure nécessaire à la mise en valeur des pays intéressés;
 - à supprimer le système de monoculture et à encourager la diversification de l'économie de ces pays.
8. Les pays de la Communauté doivent consacrer 1 % au moins de leur revenu national à l'assistance de l'ensemble des pays en voie de développement. Cette aide doit, de préférence, être accordée dans un contexte multilatéral, si possible dans le cadre des Nations Unies.

Les Partis socialistes de l'Europe en voie d'unification se déclarent résolus à réaliser, en étroite coopération, les principes énoncés dans ce programme. Ils demandent aux peuples européens de les appuyer dans leur lutte pour une Europe unie et démocratique construite sur les principes de solidarité et de justice sociale.

V O U S A U S S I

vous avez intérêt à vous abonner au

COURRIER SOCIALISTE EUROPEEN

qui vous informera régulièrement et brièvement
sur les positions prises par les socialistes
en ce qui concerne les problèmes de
l'intégration européenne.

LE COURRIER SOCIALISTE EUROPEEN

publié par le Bureau de liaison des partis socialistes
de la Communauté Européenne et le Groupe socialiste
du Parlement Européen paraît au moins une fois par mois.

Conditions d'abonnement

1 année.....200.-FB
6 mois120.-FB

Les virements peuvent être adressés à:

Courrier socialiste européen
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine
Luxembourg, Compte N° 26 356

Le Congrès :

- Considérant que l'intégration européenne doit être profitable à tous et en particulier aux travailleurs;
- Considérant que les activités économiques doivent être subordonnées à des buts sociaux;
- Considérant que le Marché commun doit être plus qu'une union douanière et devenir de plus en plus une union économique;
- Considérant que le Marché commun ne doit pas être une entité repliée sur elle-même mais doit s'ouvrir aussi largement que possible au monde entier et à ses problèmes et s'efforcer de réduire efficacement l'antagonisme entre les blocs économiques;
- Considérant la nouvelle dimension et les nouvelles fonctions de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques;
- Considérant que l'action syndicale est de plus en plus conditionnée par le contexte international;

Adopte la résolution suivante :

I. - POLITIQUE SOCIALE DE LA C.E.E.

Le Congrès :

- demande l'augmentation substantielle des dotations du Fonds Social, une extension de sa compétence et une amélioration de son fonctionnement;
- Demande le renforcement des moyens mis en oeuvre pour assurer la libre circulation des travailleurs;
- Souhaite la mise en oeuvre rapide de la politique commune de formation professionnelle, notamment en vue de favoriser la libre circulation de travailleurs qualifiés;
- Appuie les propositions de la Commission de la C.E.E. visant à associer les partenaires sociaux à la commission administrative prévue par les règlements n. 3 et 4 concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants;
- Insiste sur la nécessité d'une application effective de l'art. 119 du Traité, conformément aux décisions arrêtées par le Conseil des Ministres;
- Souligne la nécessité d'accélérer les travaux visant à promouvoir, dans le progrès, l'harmonisation des législations sociales, des conditions de travail et de la sécurité sociale;
- Demande que soit entreprise systématiquement l'étude d'une politique sociale d'ensemble au niveau européen, en collaboration avec les organisations syndicales;
- Insiste en particulier sur l'urgence d'une politique de l'emploi, qui tienne compte des transformations de structures auxquelles on doit s'attendre dans l'industrie, l'agriculture et le commerce.

II. - POLITIQUE ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Le Congrès :

- Se réjouit de l'accélération de la libération des échanges, de l'élaboration de la politique agricole commune, de la mise en application du premier règlement concernant les ententes;
- Demande un renforcement des efforts en vue de l'harmonisation des législa-

tions et de tous les éléments influençant la concurrence :

- Insiste pour que tous les efforts soient poursuivis en faveur de la réalisation d'une politique commune dans les secteurs de base et dans les domaines principaux de l'activité économique;

- Demande une politique concertée dans les grandes branches d'activité, notamment en matière d'investissement;

- Exige, à cet effet, la création d'un "Bureau Européen de planification" et d'une "Commission de planification" groupant tant au plan interprofessionnel qu'au plan professionnel, les représentants des travailleurs, des employeurs et des administrations nationales;

- Insiste sur la mise au point rapide d'une politique régionale et souligne la nécessité de développer les activités de la Banque Européenne d'Investissement;

- Exige l'élaboration d'une politique des prix au niveau communautaire en vue de faire bénéficier le consommateur des avantages du Marché commun.

III. - LES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES, LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET LES PAYS TIERS.

Le Congrès :

- Insiste sur la nécessité de renforcer l'aide communautaire aux pays en voie de développement, notamment dans le cadre de l'association;

- Souhaite que la C.E.E. coordonne cette aide avec celle des autres pays industrialisés du monde libre et avec celle des organismes créés à cette fin;

- Demande à la C.E.E. de mettre tout en oeuvre pour aboutir à un règlement mondial de régularisation des cours en matière premières;

- Se réjouit des demandes d'adhésion et d'association des pays tiers aux Communautés européennes;

- Souligne que l'adhésion ne doit être acceptée que pour les pays qui souscrivent aux Traités et aux décisions déjà prises par les Communautés européennes, ont une structure démocratique et acceptent le principe de l'intégration politique;

- Souhaite, dans le cadre de ces principes, l'aboutissement heureux des négociations entre les Communautés européennes et la Grande-Bretagne;

- Affirme avec force la nécessité de construire l'Europe Unie politique, condition de l'équilibre international nécessaire à la paix du monde;

- Se réjouit de l'accord commercial signé entre la C.E.E. et les Etats-Unis, et espère que les Etats-Unis appliqueront aussi dans les faits la politique de libération des échanges dont ils se font les défenseurs.

IV. - L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Le Congrès :

- Se réjouit de la participation, au titre de membres effectifs, des Etats-Unis et du Canada à la nouvelle O.C.D.E.;

- S'associe aux objectifs de l'O.C.D.E. visant à l'expansion de l'économie des pays membres au développement du commerce mondial et à l'aide aux pays en voie de développement;

- Demande à l'O.C.D.E. de mettre tout en oeuvre pour coordonner entre les grandes puissances du monde libre, les politiques d'aide aux pays en voie de développement, les politiques agricoles et les politiques monétaires ;

- Se réjouit de la solution trouvée pour la consultation des organisations syndicales libres et souhaite que cette consultation soit pratiquée systématiquement et efficacement ;

- Rappelle les objectifs sociaux de l'O.C.D.E. et insiste pour que leur réalisation soit considérée comme essentielle.

V. - ACTION SYNDICALE.
d'entre eux.

Le Congrès :

- Constate qu'un nombre de plus en plus grand de décisions de politique économique et sociale sont prises au niveau européen ;

- A conscience de ce que l'action syndicale a pris une dimension européenne ;

- Demande que soient renforcés les moyens d'action de l'Organisation européenne de la C.I.S.C. à laquelle il accorde son plein appui et sa collaboration ;

- Insiste pour que cette organisation jette d'urgence les bases d'élaboration de conventions collectives-cadres à l'échelon européen ;

- Demande aux Centrales professionnelles de renforcer leurs liens avec leurs organisations soeurs, au sein de leurs Fédérations internationales professionnelles respectives, et de rendre ainsi l'action de ces Fédérations internationales toujours plus efficace ;

- Décide d'entreprendre une information plus systématique des militants et des membres concernant l'aspect européen de l'action syndicale et la grande importance des Communautés européennes pour les travailleurs.

Note pour les camarades Burnelle et Renard

- Le rapprochement entre travailleurs chrétiens et non-chrétiens est un fait d'expérience quotidienne , vérifié dès à présent par la plupart des militants communistes . Les "Fronts communs" d'action syndicale ne se comptent plus; la présence de porte-parole d'organisations chrétiennes très représentatives dans les actions pour la paix se fait plus régulière ; de nombreux catholiques prennent part à la lutte pour la défense de la Wallonie . A cela s'est ajouté , lors des récentes élections législatives , le facteur nouveau de la participation de quelques syndicalistes chrétiens sur les listes de cartel des gauches .

- Il s'agit d'un mouvement profond qui dépasse les frontières de la Belgique . C'est l'ensemble de l'Eglise catholique qui , depuis plusieurs années , remet en question certaines de ses attitudes traditionnelles et tente de s'adapter au monde actuel . Cet "aggiornamento" , qui se poursuit notamment au Concile "Vatican II" , a été rendu nécessaire par les progrès du socialisme , de l'anticolonialisme , de l'antiimpérialisme . Craignant de se retrouver isolée dans un monde en marche vers le socialisme , nantie de structures et d'alliances adaptées au capitalisme , l'Eglise se fait moins intolérante , plus ouverte . Elle se prête au dialogue .

- Cette évolution intéresse grandement le mouvement ouvrier en Belgique , où le catholicisme occupe une place importante (834.000 membres à la CSC) . Même s'il est beaucoup plus puissant en Flandres , le mouvement ouvrier chrétien dispose en Wallonie d'organisations nombreuses , structurées , bien encadrées . On s'y pose beaucoup de problèmes : sur la paix , le capitalisme , le travaillisme , la lutte des classes . L'intérêt que suscitent le marxisme et les expériences socialistes confine parfois à la fascination . Mais toujours il se heurte à une barrière : celle de l'incompatibilité qui existerait selon le marxisme entre religion et socialisme , incompatibilité que symbolise la formule " Religion, opium du peuple" .

- Il me paraît qu'il serait souhaitable de procéder à un examen public de ce problème . Déjà , les partis italien et français nous ont précédé dans cette voie .

Après les positions défendues en Italie par Togliatti , Lombardo-Radice , Natta, etc. , en France par Garaudy et Mury , il ne s'agit plus de faire oeuvre de pionnier . Par contre , le silence du parti belge risque d'être interprété comme une divergence à l'égard des positions italienne et française, et comme un refus de revoir de vieux schémas à la lumière des réalités contemporaines .

- Or , c'est bien de cela qu'il s'agit , et nullement d'un reniement , ou d'une astuce tactique . Marx et Engels ont fait du sentiment religieux et de la fonction des religions une analyse qui est infiniment plus complexe que ne laisse croire la citation tronquée "Religion, opium du peuple" . Mais , même en réduisant leur analyse à cette formule lapidaire et fragmentaire , on pourrait montrer qu'elle correspondait à une réalité dans la Belgique du 19^{me} siècle . Les exemples abondent d'une exploitation systématique et massive du sentiment religieux par le clergé belge en vue de pousser le peuple à la résignation , à la soumission la plus vile aux maîtres du régime .

- Il se fait néanmoins que - grâce notamment à l'action du mouvement ouvrier et du marxisme - la réalité du 19^{me} siècle n'est plus celle d'aujourd'hui . Cela ne signifie pas que dans l'ensemble du clergé on ait cessé de prêcher l'obéissance. Mais , dans des milieux catholiques déjà larges , l'heure n'est plus à la soumission , à la passivité , à la sclérose . La volonté d'œuvrer à la paix , au fédéralisme , aux réformes de structure anti-capitalistes ne se manifeste pas en dépit de l'attachement à la foi catholique , mais en raison de cet attachement.

- Le marxisme - et le rôle que notre parti entend jouer - exigent que nous tenions compte de ces faits qui font partie de la réalité belge de 1965 (et auxquels la gauche socialiste est très attentive d'ailleurs) ; ils exigent que nous révisions certains schémas . Mais l'opération ne peut se faire confidentiellement. Les catholiques doivent en avoir connaissance . C'est pourquoi il me paraîtrait utile de procéder à un débat assez solennel , d'une tribune autorisée comme celle de la Fondation Jacquemotte , par exemple . Le réexamen des notions dites classiques sur la religion-opium-du-peuple s'y situerait dans le cadre de notre lutte pour le rassemblement des gauches , mais aussi sur le plan de la clarification idéologique .

- Si l'idée d'un débat sur le problème était admise , il ne faudrait pas , à mon sens , s'assigner comme objectif d'y faire participer des personnalités ca-

tholiques . Tant mieux si certaines s'associent à notre initiative . L'essentiel néanmoins , au stade présent , n'est pas là : l'essentiel est de faire la clarté chez nous , avec les camarades qui réalisent dans la lutte quotidienne , le rassemblement des gauches , et de faire ensuite connaître nos positions aux catholiques. Le débat avec les catholiques en sera facilité d'autant à l'étape ultérieure .

Rosine Lewin

Bruxelles, le 14 juin 1965

Paris le 19 Juin 1965

Monsieur Claude,

Ro Létour me a parlé de la lecture qui est à l'origine aussi
que a l'écriture. Les deux sont étroitement liées "C'est la lecture",
et organisée par la Fondation T.T.

Le livre me paraît extrêmement intéressant et le moment
(si bon d'être avec le lecteur) fait bien d'être.

Il me semble qu'il faut chercher le livre et le faire pour que
la lecture soit.

Bien à vous.

Jeune homme

1266?

Idées pour le Congrès national

(note aux membres du B.P. - U. Coussement)

Titre : Pour de nouvelles conquêtes sociales
Par des fronts politiques nouveaux.

- I. - La force de la classe ouvrière à la base de difficultés persistantes de la bourgeoisie nationale.
- Le mouvement de la classe ouvrière précède ses structures (les structures en retard sur la volonté d'union et de lutte).
 - Le mouvement ouvrier chrétien est majeur.
 - L'unité syndicale, premier jalon important de l'unité ouvrière.
 - L'unité de combat socialistes et communistes dans les syndicats, catalyseur des mutations dans la classe ouvrière (la grève 60-61).
 - La F.G.T.B. sur la voie de l'autonomie syndicale, donne à l'alliance soc.-comm.-chrétien un caractère révolutionnaire.
(La FGTB sans la tutelle politique sociale démocrate, débarrasse le Front commun d'un devenir réformiste).
 - Le P.S.B. n'a de vocation réformiste que dans la limite de son éloignement de la classe ouvrière. (Le P.S.B. n'est pas homogène).
 - La crise idéologique du réformisme
(les théories néo-socialistes).
 - La nécessité de la polémique contre les droitiers du mouvement ouvrier.
 - L'Action Commune ne correspond plus aux besoins du mouvement ouvrier.
 - Une nécessité : le Marché commun des travailleurs.
-
- II. - Le programme de combat existe.
- Lever tous les obstacles qui gênent le développement des batailles revendicatives et sociales.
 - Des réformes de structure pour plus de démocratie, pour le contrôle, le droit à l'information, la protection de l'emploi, mais pour régler des questions précises de batailles revendicatives précises.
-
- III. - Pour des fronts communs politiques sur des objectifs limités, dans des temps limités.
- Les fronts politiques sont variables (mouvants).
 - La conception condamnée des Partis, et leur rôle nouveau.
 - L'utilisation du Parlement.
 - Le dialogue ouvert, pratique indispensable à l'unité ouvrière.

.../...

- Un gouvernement de nouveau progrès social est possible (les 3 points maximum de son programme).
 - Pour des listes uniques aux élections, sur un programme soumis au F.C. syndical.
 - Pour un P.C. qui fait plus de politique.
 - Le rôle d'avant-garde du P.S. dans l'unité ouvrière.
 - Gagner des fédérations et sections du PSB à l'idée de l'unité.
-

IV. Quelques éléments de la vie politique nationale

- La crise idéologique de la bourgeoisie
 - La crise politique idem
 - Les femmes
 - La jeunesse : le refus des structures décadentes
 - Vers un développement du fédéralisme dans les faits
 - Les mutations politiques en Flandre
-

V. Des éléments nouveaux de la politique internationale

- L'isolement des U.S.A. au Vietnam point faible du capitalisme mondial
 - La lutte des peuples pour la paix - l'effritement de l'esprit des blocs - une solution nécessaire au problème allemand
 - Vers un système socialiste mondialement concurrentiel (le 23^e C.)
 - Les enseignements et l'expérience enrichissante de la lutte des P.C. des pays capitalistes
 - La réforme de l'Eglise.
-

VI. Le Parti

- Une organisation qui permet le recrutement de masse
- Un recrutement de masse pour une démocratie véritable
- Affronter la critique gauchiste
- L'opportunisme dans le Parti.

Note sur le gouvernement Harmel-Spinoy
(Août 1965 - Mars 1966)

REVISION CONSTITUTIONNELLE :

Le préalable de la révision constitutionnelle a conditionné la formation du gouvernement, mais ne détermine pas son action par la suite. En fait, il est voué à l'impuissance puisque le P.S.C. et le P.S.B. ne disposent plus ensemble de la majorité des deux-tiers au Parlement; l'accord conclu entre les deux partis sous le gouvernement précédent (janvier '65) ne peut donc plus recueillir la majorité requise dans les Chambres.

Cependant, P.S.C. et P.S.B. avaient engagé les tractations pour la formation du gouvernement en affirmant que cette question devait rester prioritaire. Le Bureau du P.S.B. s'était même prononcé en ce sens le 31 mai et, le 18 juin, Harmel lui-même avait déclaré qu'il fallait aborder le problème constitutionnel avant tout autre.

Le seul acte concret du gouvernement est la mise en place de la "Commission pour l'amélioration des relations communautaires" (prévue par les accords de la Table Ronde) par le ministre de l'Intérieur Vranckx (soc.). Mais cette commission ne prend aucune mesure qui aille dans le sens des intentions qu'elle affiche. La manifestation organisée le 10 novembre '65 par les quatre mouvements wallons, en particulier en faveur des Fouron, reste sans réponse au niveau gouvernemental.

IMPOTS NOUVEAUX :

De la priorité de la révision constitutionnelle on passe très vite, dans les faits, à la priorité de l'"assainissement" des finances publiques.

Dès le 21 septembre 1965, Eyskens donne une conférence de presse alarmiste qui prépare le terrain à une nouvelle augmentation des impôts et à une série de compressions budgétaires.

Le R.E.B. se borne à affirmer qu'il faut garantir l'application du programme social du gouvernement, alors que le mouvement syndical formule des exigences qui vont à l'encontre de la politique d'austérité : c'est en effet le 8 octobre que le Front commun des Services publics

remet au gouvernement un memorandum précisant les revendications des deux centrales en matière de rémunérations, pensions, pécule de vacances et congés.

Le 9 novembre à la Chambre, Harmel demande des crédits supplémentaires s'élevant à 23,1 milliards dont 20,5 pour l'exercice en cours. Il prévoit un déficit budgétaire de 13 à 14 milliards pour 1965 et, pour 1966, un budget s'élevant à 200,2 milliards de dépenses contre 197,2 en recettes. Il annonce une augmentation de 13,7 milliards des impôts.

Voici le détail des mesures fiscales adoptées par Eyskens et son adjoint socialiste Scokaert :

Impôts indirects nouveaux :	13,210 milliards
" directs " :	590 millions
Augm. sur les revenus sup. à un million :	120 millions
Recettes supplémentaires de la taxe de transm. :	9,450 milliards
Essentiellement :	
Tabacs et cigarettes :	5,250 milliards
Bière :	1,500 milliard
c-à-d autant que le pré- compte mobilier sur les actions, obligations et fonds placés :	6,700 milliards
L'impôt à charge des sociétés diminue de :	760 millions

Le programme du gouvernement est néanmoins défendu par Collard, Van Eynde et Spinoy devant le Conseil général du P.S.B. les 10 novembre et jours suivants, au cours d'un débat difficile qui reflète un grand malaise. Les députés Cools, Terwagne et Harmegnies démissionnent de la commission des Finances de la Chambre le 24 novembre. J.J. Merlot dépose un amendement qui vise à augmenter l'impôt sur le revenu à partir de 750.000 Fr et à porter le plafond de la retenue totale à 60 %. Le 7 décembre, cet amendement est repoussé par une majorité P.S.C.-P.L.P., ce qui n'empêche pas la majorité gouvernementale de se reconstituer ensuite pour voter l'ensemble du projet. Le 16 décembre, en séance

plénière, le gouvernement refuse de demander un vote de confiance à propos de l'amendement Merlot et le groupe P.L.P. en prend prétexte pour quitter la séance. L'amendement est rejeté par 77 voix contre 63 et 12 abstentions, puis l'ensemble du projet est adopté par la majorité, amputée de 18 députés socialistes wallons.

A ce moment, les projets fiscaux du gouvernement ont déjà été rejetés notamment par les comités nationaux de la C.G.S.P. et de la Centrale de Métallurgistes. A son congrès des 17, 18 et 19 décembre, la F.G.T.B. condamne en fait les ministres et la majorité des parlementaires socialistes en soulignant que les projets fiscaux du gouvernement ne répondent pas à son programme. Le 19 janvier, les régionales liégeoises de la F.G.T.B. et de la C.S.C. déclencheront un mouvement de grève contre la politique de régression sociale du gouvernement, appuyées par des mouvements de solidarité dans le pays.

La politique fiscale du gouvernement a aussi de grosses répercussions sur les finances communales. Les communes sont soumises à partir du 1er janvier 1966 à l'application de la taxe de transmission. En outre, le ministre ~~Van~~ckx impose aux communes de porter à 625 (contre 530) le minimum des additionnels au foncier, mesure qu'il rend impérative en lui subordonnant le versement au Fonds des communes de 250 millions en 1965 et de 1 milliard en 1966 (alors que l'Union des villes demandait 1 milliard en '65 et un autre en '66).

COMPRESSIONS BUDGETAIRES :

A ces mesures, le gouvernement joint une offensive en règle pour restreindre les dépenses de l'Etat dans une série de domaines sociaux et culturels, en partant du principe que les budgets en accroissement de plus de 5 % par rapport aux crédits ajustés de 1965 doivent être ramenés au niveau de ces derniers. C'est également Harmel qui le précise dans la déclaration du 9 novembre '65 à la Chambre.

Services publics : plus d'accroissement du personnel dans les services de l'Etat.

S.N.C.B. : subordination des interventions de l'Etat à la "rationalisation" de l'exploitation et à l'augmentation des tarifs.

Education nationale : 3 milliards de compressions au budget de l'E.N. et de la Culture. Limitation du nombre de création d'écoles, sections et classes. Dans l'immédiat, aucune création ou dédoublement ne peut être décidé au niveau des enseignements moyen et technique. On envisage aussi un relèvement des normes de population par classe.

En outre, les crédits affectés à la recherche scientifique sont limités au niveau des crédits de 1965 majorés de 5 % - ce qui signifie impossibilité pour de nombreux centres de recherches universitaires de poursuivre leurs travaux et même obligation de fermer leurs portes à plus ou moins longue échéance.

Pensions : l'Etat diminuera en 1966 ses contributions aux secteurs de la Sécurité sociale bénéficiant de "larges" excédents de recettes. Cette mesure vise, outre le régime des allocations familiales pour salariés, les régimes des pensions pour employés et pour ouvriers.

I.N.A.M.I. : l'intervention de l'Etat dans le financement de l'I.N.A.M.I. sera limitée à 10 milliards, les mesures pratiques en ce sens devant être prises avant le 31.12.65. Le budget de l'I.N.A.M.I. pour '66 devra être présenté en équilibre.

DEPENSES MILITAIRES :

Le zèle mis par le gouvernement Harmel à comprimer les dépenses n'atteint pas les crédits militaires, puisque le budget de la D.N. pour 1966 (publié le 6 décembre '65) prévoit une augmentation de 1,785 milliard à l'ordinaire.

Au total, les dépenses passent de 19,919 milliards en '65 à 22,380 en '66.

Des crédits d'engagement de 6,600 milliards étalés sur cinq ans sont prévus pour le renouvellement des char^s.

PENSIONS :

Dans son programme électoral, le P.S.B. avait inscrit pour la législature qui s'ouvrait 52.000 Fr de pension par an (1.000 Fr par semaine) et pour 1970 une pension calculée sur la base de 75 % du salaire moyen. Le P.S.C. avait été jusqu'à promettre 56.000 Fr.

Cependant le programme gouvernemental ne s'engage que pour 48.500 Fr et, le 1er décembre, 48.000 Fr sont annoncés. Quelques semaines plus tard, en commission de la Chambre, les socialistes rejettent un amendement communiste reprenant leur propre revendication électorale (1.000 Fr par semaine). Mais, devant les protestations, le groupe socialiste modifie ensuite son attitude et s'abstient lorsque le projet gouvernemental arrive devant la Chambre. A noter qu'à ce moment le gouvernement Harmel est déjà démissionnaire.

LES CONFLITS DE
L'I.N.A.M.I. :

Le 1er novembre 1965, la F.I.B. propose une série de mesures, au nombre de sept, en vue d'"assainir" le budget de l'I.N.A.M.I. déficitaire. Parmi ces mesures, on relève :

- fixation d'un plafond de 75.000 Fr pour les VIPO qui bénéficieraient d'un remboursement intégral; ceux qui dépasseraient le plafond seraient remboursés à 75 % comme les autres assurés;

- ticket modérateur supérieur pour les préparations pharmaceutiques ;

- ticket modérateur pour les soins spéciaux (remboursés à 100 % jusqu'alors); faire débiter les remboursements après les premières visites, etc.

Les réactions syndicales et mutualistes sont immédiates. La C.M.S. se prononce contre toute politique imposant des sacrifices nouveaux aux travailleurs. Quant à la C.M.C., elle accepte notamment le plafond aux VIPO, mais s'oppose à des économies réalisées aux dépens des assurés.

Le gouvernement décide de reprendre trois des sept propositions de la F.I.B., en l'occurrence :

- le plafond aux VIPO;
- l'augmentation du ticket modérateur pour les préparations pharmaceutiques;
- une troisième mesure destinée, dit-il, à abaisser les frais administratifs des mutualités.

En plus, il décide d'augmenter les cotisations patronales et celles des travailleurs respectivement de 0,75 et de 0,15 %.

Cette dernière mesure est refusée tant par les organisations chrétiennes que par les organisations socialistes, étant donné qu'elle sera portée en compte lors des discussions de programmation sociale. Les mutualités socialistes sont plutôt favorables à une augmentation des interventions de l'Etat, mais le ministre Brouhon s'y refuse.

Syndicats et mutualités des deux tendances réprouvent également l'alourdissement des frais pharmaceutiques pour les assurés : 20 Fr au lieu de 12 Fr à charge de ceux-ci pour les préparations et 50 Fr au lieu de 22 pour les spécialités (il s'agit des tarifs max.). Ces organisations estiment que l'abaissement des prix de certaines spécialités de 5 à 10 %, décidé par le gouvernement, ne constitue pas une compensation suffisante.

Les organisations socialistes émettent aussi des critiques au sujet de l'intervention de l'Etat dans les journées d'hospitalisation. En effet, la loi du 24 décembre '65 augmente uniformément de 15 Fr, à charge de l'Etat, le prix de la journée d'hospitalisation (alors qu'une intervention supplémentaire a été refusée pour combler le déficit de l'I.N.A.M.I.). On fait valoir du côté de la F.G.T.B. que les trois-quarts de hôpitaux n'ont pas sollicité l'intervention supplémentaire que l'Etat accordait en cas de déficit (intervention de 40 Fr) et que les deux-tiers des établissements déficitaires n'ont pu justifier leur déficit.

D'autre part, la méthode utilisée par le ministre Brouhon est fortement contestée. C'est le cas, en particulier, lorsque les cotisations sont augmentées; les organisations syndicales protestent parce qu'elles sont mises devant le fait accompli. " Il est inadmissible, déclare G. Wallaert, que le dialogue ne se noue que lorsque cela plaît au gouvernement à propos de problèmes dont il veut bien discuter". Et Cools s'exprime à peu près dans le même sens.

Seul et mince côté positif : Brouhon, pressé par les syndicats, entreprend d'appliquer la souche fiscale. Les mesures sont prises mais ne sortiront leurs effets qu'après la chute du gouvernement Harmel-Spinoy.

Le conflit avec les médecins et entre les Mutualités.

C'est en novembre '65 que le conflit entre les M.S. et les médecins prend à nouveau une tournure aiguë - ces derniers déposeront d'ailleurs un préavis de grève. Ils décideront en outre unilatéralement de revaloriser leurs tarifs de 25 %, ce à quoi Brouhon répondra en bloquant les honoraires au tarif de 1964 majoré de 5 %.

L'opposition fondamentale se situe entre l'exigence des médecins - intervention personnelle de l'assuré dans tous les cas, condition du renouvellement des engagements au I.I.66 - et la thèse des M.S. selon lesquelles l'assuré doit conserver la liberté de contracter une assurance particulière pour couvrir la partie du coût mise à sa charge.

Les négociations qui se déroulent au niveau de la Commission médico-mutualiste échouent fin décembre. Un comité ministériel de conciliation intervient le 12 janvier '66, mais échoue lui aussi. Le 24, le Comité de gestion des soins de santé prend deux décisions contre l'avis des M.S. : 1) le système forfaitaire couvrira toutes les prestations sauf les consultations; 2) un droit d'entrée de 30 Fr est imposé dans les institutions travaillant au forfait. Le 28, les délégués des M.S., de la F.G.T.B. et des cliniques soc. quittent le Comité de

gestion des soins de santé. Il y a, dans ce domaine, rupture entre les M.S. et les M.C. et cette rupture se porte rapidement sur le plan des relations entre les deux partis de la majorité. Une délégation du bureau du P.S.B. sollicite en vain d'Harmel qu'il oppose son veto aux décisions du comité de gestion. Brouhon autorise l'introduction d'un recours contre ces décisions, mais cette initiative reste sans lendemain, vu l'attitude du P.S.C. Et le 4 février, constatant l'échec des tentatives de conciliation entre les deux réseaux mutualistes, le gouvernement donne sa démission (^{début février} ~~le 4~~), c'est aussi le drame de Zwartberg).

Le refus royal fait encore traîner l'affaire quelques jours. Le 8, Harmel fait le point de la situation en résumant les difficultés comme suit :

- fixer le montant des honoraires à pratiquer à partir du 1er mars par la médecine engagée;
- résoudre le problème des conditions d'existence matérielle et du remboursement par l'I.N.A.M.I. des frais supportés par les institutions de soin travaillant au forfait;
- trouver une solution à la concurrence entre les institutions remboursées de leurs frais par le système de vacation, celles travaillant au forfait et les médecins engagés.

On ne peut mieux démontrer que le gouvernement n'a rien résolu. Brouhon et le bureau du P.S.B. démontrent ensuite par de nouvelles propositions qu'ils n'en attendent eux-mêmes plus rien. Le 9, Brouhon suggère au comité de gestion de reporter au 1er mars l'application du droit d'entrée de 30 fr (accepté entre-temps) et de renoncer jusqu'à la même date à exclure la consultation du régime forfaitaire. Le bureau du P.S.B. l'appuie en demandant le gel de la situation de l'I.N.A.M.I. au 31.12.65 pour un an. Mais le lendemain, c'est la démission définitive cette fois, des ministres socialiste.

A noter que d'après "La Cité" (11.2.66), "les adieux sont cordiaux" et qu'on espère encore une reconduction.

L'AFFAIRE DE ZWARTBERG :

Quand, le 17 décembre '65, le gouvernement Harmel décide de supprimer les subsides pour six nouvelles mines (ce qui entraînera une réduction de capacités de l'ordre de 2,49 millions de T.), il a derrière lui plusieurs batailles importantes qui se sont déroulées à propos des fermetures des Ateliers ~~Gibson~~ ^{Ateliers de constructions mécaniques} (remise générale des préavis le 29 juin), des Graver à Boussu, du puits Batterie (où une grève de protestation a eu lieu en mars). Il continue la politique de ses prédécesseurs. On sait d'ailleurs depuis juillet qu'un plan de fermetures existe qui prévoit l'abandon de quatre sièges à Charleroi, trois au Borinage, deux dans le Centre, sept à Liège et deux en Campine. C'est un plan élaboré par le Directoire charbonnier et qui a pour échéance 1970; on estime que son application déterminera une perte de 8.977 emplois.

La fermeture du charbonnage de Zwartberg, qui est annoncé pour le 1er octobre '66, provoque une émotion fort vive au Limbourg, lequel est touché pour la première fois. Le 27 janvier, les mineurs de ce charbonnage commencent une grève de protestation au fond. Cette grève donne lieu à des manifestations de solidarité dont la Volksunie essaie de tirer parti. La répression policière, extrêmement brutale, fait trois tués et plusieurs blessés le 31 janvier. Il y aura bientôt sur place, en plus des gendarmes, 3.000 soldats et paras appuyés par des blindés.

Le ministre Vranckx prend la responsabilité de justifier publiquement l'action de la gendarmerie en portant notamment sur le compte d'"étrangers" la responsabilité des troubles.

Cependant la grève aboutit à la conclusion des accords de Zwartberg ratifiés par les mineurs le jour même où le gouvernement démissionne pour la première fois.

Il faut encore signaler des arrêts de travail et des actions de solidarité, surtout à Liège et à Charleroi, lors des funérailles des victimes.

PRIX ET SALAIRES :

Le 17 juin '65, avant la formation du gouvernement Harmel-Spinoy, la F.I.B. avait rendu public un document intitulé "Les cinq grands préalables de notre prospérité". On en retrouve les traits essentiels dans le mémorandum remis par la même F.I.B. au Premier ministre le 31 août. Trois revendications principales s'en dégagent :

- 1) pression sur les salaires et les programmes sociaux;
- 2) intervention plus importante des finances publiques en faveur des capitalistes;
- 3) pas de contrôle sur les affaires.

Le gouvernement se conforme à cette orientation patronale. Le 6 janvier '66, un colloque économique et social réunit le gouvernement, à l'initiative de celui-ci, avec les "partenaires sociaux". Spinoy y lance un appel à la "modération". Il adopte à l'égard des syndicats un ton menaçant et va jusqu'à évoquer la possibilité de mesures de coercition.

La politique du gouvernement se solde par un fiasco particulièrement grave dans le domaine des prix. Le ministre socialiste Pierson est en conflit avec la F.G.T.B. dans les derniers mois de 1965 à propos des manipulations de l'index. L'index du mois de novembre est rejeté par la majorité de la Commission de l'index à la suite d'une décision du ministre concernant le prix du "pistolet". Le litige porte sur une hausse de 0,15 points; Pierson n'accepte qu'une hausse de 0,10 fr sur le "pistolet", alors que la commission unanime est d'accord pour une augmentation de 0,20 fr. Ce sont les fonctionnaires qui font les frais de cette manipulation qui les frustre d'une augmentation des traitements; celle-ci interviendrait avec une augmentation de 0,06 points du pivot. Or, le ministre a bloqué le prix du "pistolet" après avoir autorisé une hausse du prix du pain. A noter que l'index du mois de décembre est également rejeté dans les mêmes conditions et pour les mêmes motifs.

Mouvement de l'index de juillet 1965 à mars 1966.

1965 :	juillet :	125,27	(juin : 124,85)
	août :	125,31	
	septembre :	125,70	

octobre	:	125,85
novembre	:	126,44
décembre	:	127,18

1966 :	janvier	:	127,68
	février	:	128,07
	mars	:	128,63

ANNEXE

La formation du gouvernement Harmel-Spinoy
Aperçu chronologique.

- 18 juin Harmel entre en jeu comme formateur.
 Vaines tentatives d'amener le P.L.P. à s'associer à l'application des accords de janvier sur la révision constitutionnelle.
 Option pour la formation d'un gouvernement P.S.C.-P.S.B.
 Négociations sur le projet de programme gouvernemental.
- 10 juillet Le projet de programme n'obtient que 12 voix contre 10 au bureau du P.S.B. Tous les opposants sont wallons et bruxellois.
 Majorité jugée insuffisante par le bureau lui-même.
- 15 juillet "Eclaircissements" de Harmel sous forme de note complémentaire.
 Le bureau du P.S.B. accepte le projet de programme à soumettre au congrès par 15 voix contre 8 (tous Wallons) et 2 abst.
 Le Centre d'Etudes Socialistes (dont Glinne et Hurez) réclame le retour du P.S.B. dans l'opposition.
- 25 juillet Le Conseil général du P.S.C. se prononce pour l'alliance avec le P.S.B. : 114 voix moins trois abst.
 Le congrès du P.S.B. se prononce pour la participation par 672 voix contre 356 et 14 abst.
- | | <u>Pour</u> | <u>Contre</u> | <u>Abst.</u> |
|---------------|-------------|---------------|--------------|
| Féd.wallonnes | 182 (1) | 303 (2) | 9 |
| Féd.flamandes | 406 | 27 | 1 |
| Bruxelles | 84 | 26 | 4 |
- (1) 7 féd. sur 12
 (2) Liège, Charleroi, Mons, Nivelles, Soignies
- 27 juillet Constitution du gouvernement : 15 P.S.C., 12 P.S.B.
 11 Wallons, 11 Flamands
 Bruxelles: 2 Fl., 3 francophones.
 Merlot et Bohy se refusent.
 Parmi les ministres socialistes, Dehousse (Ed.Nationale) et Scokaert (adj. aux Finances) seront désavoués par leurs féd.
- 31 juillet Vote à la Chambre : 131 voix contre 65.

I.- Premières réactions après la chute du gouvernement Harmel.

La chute du gouvernement Harmel intervient le 11 février 1966. Pour mémoire, elle a été provoquée de façon directe par l'opposition des Mutualités Socialistes aux décisions que les ministres P.S.C. veulent faire prendre au gouvernement sur l'A.M.I. et, de façon indirecte (mais au moins aussi importante), par les répercussions du drame de Zwartberg.

Le M.O.C.-A.C.W., dont le bureau se réunit le 11, est favorable à la reconstruction. Selon "La Cité", les ministres socialistes démissionnaires ne le sont pas moins.

Cependant, le 14 février, le bureau du P.S.B. déclare que le parti ne pourrait participer à un gouvernement que sur la base d'un programme approuvé par son congrès. C'est la position que vient de prendre la fédération de Soignies qui passe pour ~~hostile~~ ^{peu favorable} à la participation.

Vanhaudenhove refuse le même jour une mission d'information, approuvée le 15 par le bureau du P.L.P. Il déclare que sa mission ne pourrait pas aboutir puisque "les milieux P.S.C. et P.S.B. et leur presse" rejettent le principe d'une participation du P.L.P. et les objectifs qu'il poursuit. Pour le P.L.P. de Bruxelles, cette participation ne serait possible qu'à deux conditions: acceptation du compromis linguistique du P.L.P., politique d'économies "drastiques".

La déclaration de Vanhaudenhove est généralement interprétée comme une dérobade.

II.- La mission d'information de Van Acker.

Van Acker est chargé d'une mission d'information le 15 février. Il y a lieu de noter que son nom avait déjà été avancé avant que Vanhaudenhove ait été pressenti par le roi. L'homme se conduit en réalité comme un formateur, ce qu'on lui reprochera du côté du P.S.C. Ayant rencontré des personnalités des trois partis, il déclare le soir même qu'"aucun gouvernement ne pourrait sortir de la crise sans disposer de pouvoirs spéciaux".

S'il faut en croire "La Libre Belgique", ni Vanden Boeynants ni Segers ne sont tentés à ce moment par la charge de Premier ministre. Pour VdB, il est encore trop tôt pour dire si le P.S.C. pourrait accepter Van Acker comme formateur, l'essentiel est de savoir si l'accord peut se réaliser avec l'ensemble du P.S.B.

Réunions successives, le 17, du Conseil général et du Comité national du

P.S.C. Au Conseil général, Tindemans, secrétaire national et député, dit dans son rapport que seule une coalition P.S.C.-P.S.B. pourrait être constituée rapidement.

Le bureau du P.S.B. siège de son côté. Rien n'en filtre, mais on remarque l'absence de Spaak et de Spinoy. On évoque déjà dans des échos de presse la possibilité d'une démission de Spaak.

Le soir, VdB remet à Van Acker la lettre qui contient la réponse du P.S.C. Celui-ci réclame la présidence du gouvernement et insiste sur la nécessité d'un accord sur le programme avec l'ensemble (et non une fraction) du partenaire. Nous ne sommes pas, dit VdB, candidat au gouvernement "à tout prix".

Van Acker passe par la réunion du bureau du P.S.B. avant de se rendre chez le roi; sa mission a pris fin. A la presse, il déclare qu'une formule tripartite est impossible, qu'un accord P.S.C.-P.S.B. a été compliqué par le fait que le P.S.C. réclame la présidence (il passe sous silence le 2e point de la lettre de VdB) et enfin qu'il n'est pas disposé à accepter le poste de vice-premier ministre.

En même temps, le bureau du P.S.B. réaffirme que sa participation éventuelle serait subordonnée à la ratification du programme gouvernemental par un congrès du parti (I)

III.- La mission d'information de Segers.

Le 17 février, tout de suite après son entrevue avec Van Acker, le roi charge Segers d'une mission de formateur. Celui-ci déclare le lendemain qu'il n'exclut pas encore l'hypothèse d'une tripartite, mais qu'il s'oriente vers une majorité la plus homogène possible comportant "au minimum les deux partis les plus forts." Son premier acte est de charger un groupe d'experts placé sous la direction de Ansiaux, gouverneur de la B.N., de rédiger une note sur la situation financière.

Il y a accord, le 21, entre le P.S.C. et le P.S.B. sur la procédure des négociations. A noter que le lendemain, Larock écrit dans "Le Peuple" qu'il faut craindre qu'avec Segers on n'obtienne qu'une simple reconduction au lieu du redressement qu'à ses yeux Van Acker eût rendu possible.

Les négociations commencent le 23 par le biais d'une commission du programme composée de neuf sociaux-chrétiens et de neuf socialistes. Les discussions porteront sur : les problèmes financiers (2), la politique économique, la programmation sociale, les problèmes de l'enseignement et les problèmes institutionnels.

- (1) A noter ce qu'écrit Van Eynde dans la "Volksgazet" du 19 février : "Il est certain qu'un congrès socialiste, conscient de l'habileté et de l'envergure d'un Van Acker, eût donné plus facilement son accord et sa confiance sur certains points que si ces mêmes points lui étaient présentés par un P.S.C."
- (2) Sur la base du rapport Ansiaux. Celui-ci déclare notamment qu'il convient d'être alertés devant la dégradation des finances publiques et devant le fait que la croissance prévisible des dépenses de l'Etat en 1967 atteindra avec 10 % un taux supérieur à l'augmentation du produit national.